

LE GWALARN
CUISINE FRANÇAISE
RACLETTE
OUVERT LE 1^{er} DE L'AN
SALONS PRIVÉS
1480, Provancher,
Cap-Rouge 653-4029

LE SOLEIL

Ouvert 7 JOURS SOIRS
JUSQU'À 22 HEURES
PHARMACIE
R. Blais & J.P. Fontaine
Place Ste-Foy 653-9333

DIMANCHE 9 DÉCEMBRE 1990

QUÉBEC, 94^e ANNÉE, NO 339
46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,50\$

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 80¢

50¢

LE SPORT

Marian Stastny n'a aucune aspiration politique



Président du Congrès mondial des Slovaques depuis mai dernier, l'ex-hockeyeur Marian Stastny n'a aucune aspiration politique. Il vise plutôt un retour dans le hockey comme

entraîneur ou dans un poste qui le garderait près de la patinoire et du Québec où ses enfants ont des racines profondes. **S-8**

TENDANCES

Québec est devenue LA MECQUE de la recherche forestière



Sans battage publicitaire, la région de Québec, avec un personnel de près de 500 scientifiques, est devenue, au fil des années, le point de mire de la recherche forestière au Canada. Claude Tessier fait le point dans TENDANCES. **C**

L'ÉCONOMIE

Hydro-Québec utilise son propre réseau téléphonique

Pour alimenter le Québec en électricité, Hydro a dû créer une quasi-compagnie de téléphone qui assure la transmission des données essentielles au bon fonctionnement de son énorme réseau de distribution et relie entre eux ses 15 000 employés. **B-5**

LUNDI

LES JEUNES : TRAVAIL DEMANDÉ

Ils sont jeunes, intelligents, fonceurs... Par milliers, ils arrivent sur le marché du travail au moment même où l'économie québécoise encaisse une deuxième récession en 10 ans. Lorsqu'ils ont la chance de décrocher un emploi, ils doivent plus souvent qu'autrement composer avec la précarité, le surnuméraire, l'occasionnel. Et quand viennent les mises à pied, ils partent les premiers... Dans une série de reportages publiés à partir de demain notre journaliste Frédéric Tremblay fait le point.

L'INDEX

Québec et l'Est québécois		A-3
Le Québec		A-4
Le Canada		B-9
Le Monde		A-6 à A-9
Annonces classées		C-4 à C-7
Arts		C-1 à C-3
Bandes dessinées		B-10
Décès		C-8
Échecs		B-8
Économie		B-5 à B-7
Éditorial		A-10
Feuilleton		C-3
Gros plan sur le monde		A-11
Horoscope		B-8
Mots croisés		B-8
Mot mystère		B-8
Où aller à Québec		C-2
Pierre Champagne		A-5
Records Guinness		B-8
Scrabble		B-8

LA MÉTÉO

Ensoleillé avec passages nuageux; ennuagement en fin de journée. Max.: de 1 à 3; min.: près de -9. Le ciel de demain sera nuageux, avec chutes de neige dispersées. Venteux. **S-16**

Se sentant en partie responsable du climat actuel

McKenna inquiet du Québec

DIEPPE (N.-B.) — Admettant être en partie responsable du climat actuel d'instabilité, Frank McKenna est extrêmement inquiet de ce qui se passe au Québec. Un sondage lui laisse cependant croire que le fédéralisme reprend du poil de la bête chez son voisin, et qu'après la tempête, il sera peut-être possible de reprendre le dialogue et sauver l'unité canadienne.

par PIERRE-PAUL NOREAU
envoyé spécial du SOLEIL

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick avoue qu'il ne prend pas du tout à la légère le

vent souverainiste qui balaie le Québec compte tenu des témoignages qui se succèdent devant la Commission Bélanger-Campeau. Il s'en est ouvert tard vendredi soir auprès d'une poignée de journalistes à l'occasion

d'une fête d'organismes libéraux à laquelle participait Jean Chrétien, candidat à l'élection partielle fédérale de Beauséjour dans sa province.

«J'ai de très graves appréhensions relativement à ce qui se passe au Québec. Je suis très inquiet, car je n'aime pas du tout la manière dont ça évolue. Je crains pour l'unité du pays, tout en reconnaissant qu'il est extrêmement difficile de gérer cette crise très complexe.»

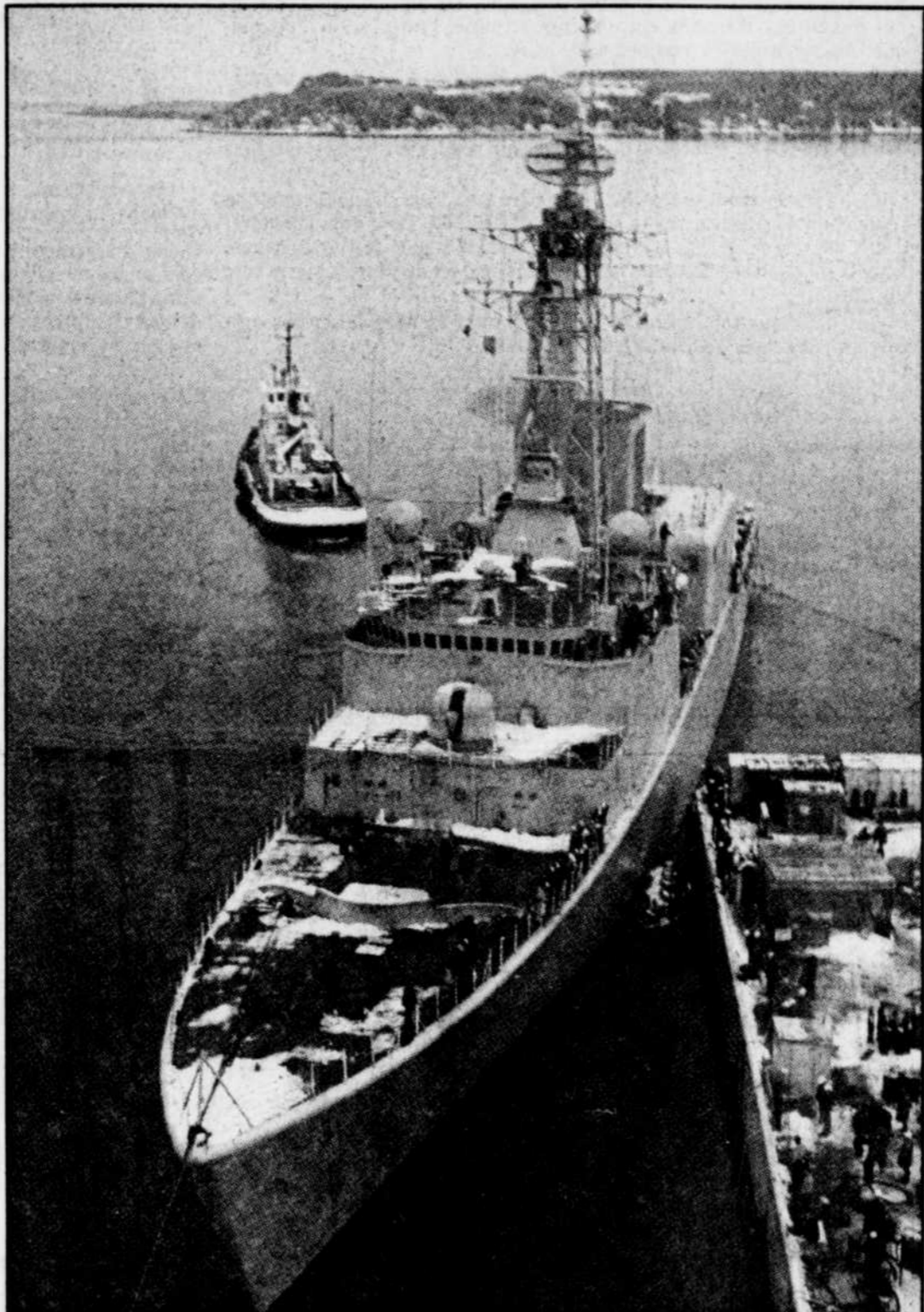
Les choses seraient tout à fait différentes, admet-il, si l'accord du lac Meech avait été entériné par toutes les provinces. Le premier à avoir enclenché le processus de remise en question par des demandes d'amendement à l'entente, le premier ministre est prêt à supporter aujourd'hui les conséquences de ce geste. «Oui, je dois partager une partie des responsabilités pour ce qui arrive maintenant» dit-il avec gravité.

Mais il ne se sent pas seul dans cette galère. Tous les premiers ministres, voire tous les Canadiens, doivent, jusqu'à un certain point, porter le blâme de la remise en question actuelle du cadre fédéral à son avis. En fait, les premiers sont responsables d'avoir laissé les mauvais génies s'échapper de la boîte.

Suite A-2, McKenna...

Autre texte en page B-9

L'Algonquin en route vers Halifax



Le NCSM Algonquin représente, aujourd'hui, le modèle « haut de gamme » des destroyers canadiens.

La « version améliorée » du destroyer quitte MIL-Davie

La MIL-Davie a tenu parole. Le NCSM Algonquin, promis pour décembre, a quitté Québec, hier, en direction de Halifax, où la marine canadienne reprendra possession, dans trois jours, de son destroyer « version améliorée ».

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

La première étape du contrat signé en 1986 avec les représentants de Litton Systems

Canada Ltd et du gouvernement canadien est donc terminée. Les travailleurs de la MIL s'affaireront maintenant à exécuter les travaux d'amélioration du second destroyer, l'Iroquois. La rénovation de

ce dernier est d'ailleurs réalisée à 60 %.

Avec une coque « retapée » et l'ajout de systèmes d'armement et d'informatique à la fine pointe de la technologie, le NCSM Algonquin représente, aujourd'hui, le modèle

Suite A-2, Algonquin...

Autre texte en page A-3

Les premiers otages canadiens quittent l'Irak et le Koweït

(D'après PC, Reuter, AFP, NYTNS) — Au moins la moitié des otages canadiens retenus au Koweït et en Irak devaient quitter ces deux pays au cours de la nuit dernière à bord d'un appareil d'Iraqi Airways nolisé par les États-Unis, a annoncé hier soir, un porte-parole du ministère canadien des Affaires extérieures.

Selon le porte-parole, de 20 à 30 Canadiens devaient obtenir leur visa de sortie à temps pour monter dans l'avion, a précisé Rodney Moore. Des 40 otages canadiens, 26 sont regroupés à Bagdad et 14 à Koweït. La majorité des passagers de l'appareil devaient être des Américains.

L'appareil, un Boeing 747, devait décoller de Koweït, se poser ensuite à Bagdad avant de décoller pour Francfort, en Allemagne, où les otages devaient passer la nuit prochaine. Ils monteront ensuite dans un autre appareil, probablement un avion militaire, à destination de la base américaine d'Andrews, à Washington, a indiqué le porte-parole du ministère.

Certains otages pourraient cependant choisir de s'envoler seuls vers la Jordanie ou l'Europe, a-t-il précisé. Le nom des

Canadiens libérés n'a pas été divulgué.

Des 40 otages canadiens toujours retenus dans le Golfe, 14 se trouvaient à Koweït et 26 à Bagdad, dont neuf membres du personnel de l'ambassade et leur famille.

Moore a indiqué que les Canadiens qui ne pourraient obtenir de visa de sortie à temps pour monter dans l'avion qui devait partir cette nuit devraient pouvoir se reprendre demain ou mardi. Le ministère des Affaires extérieures a déjà réservé des places sur des vols du transporteur national Iraqi Airways en vue de la libération des autres otages canadiens.

L'ambassade américaine à Bagdad a indiqué, hier, qu'elle espérait obtenir aujourd'hui l'évacuation de la plupart de ses

Suite A-2, Otages...

Autres textes en page A-6

Seulement 15 % des adultes de la région utilisent l'autobus

C'est à peine 15 % de la population adulte de l'agglomération de Québec qui prend habituellement l'autobus. Plus de 65 % ne le prend jamais. Telles sont les conclusions d'un sondage réalisé pour LE SOLEIL par l'Institut québécois d'opinion publique.

par JEAN MARTEL
LE SOLEIL

Le sondage révèle d'autre part que, parmi les adultes, ce sont surtout les jeunes adultes qui prennent l'autobus et ceux dont le revenu est le moins élevé. D'ailleurs, la principale raison invoquée pour prendre l'autobus est le fait de ne pas avoir d'auto. Le souci d'économiser du temps et de l'argent en utilisant l'autobus ne semble pas peser lourd.

Fait encore plus troublant pour les responsables du service de transport en commun de la région de Québec,

l'amélioration du service n'augmenterait pas la clientèle. En effet, les adultes interrogés par la maison de sondage ont déclaré qu'ils ne prendraient pas l'autobus, même si le service était meilleur. Que ce soit pour se rendre au travail ou aller dans les magasins, ils n'utiliseraient pas l'autobus si le service était amélioré.

Pourtant, dans l'ensemble, la grande majorité des adultes de la région de Québec sont satisfaits du service de transport public. Seule une petite minorité le trouve franchement mauvais. (Pour plus de détails, voir le sondage à la page B-3 du cahier TENDANCES).



Dans la région, ce sont surtout les jeunes adultes qui prennent l'autobus et ceux dont le revenu est le moins élevé.



J.-E. PRUD'HOMME

Roi du bingo pendant 50 ans J.-E. Prud'homme votre « humble serviteur » s'éteint

J.-E. Prud'homme, l'« humble serviteur » des amateurs de bingo de la province pendant 50 ans, est décédé, hier, des suites d'un cancer des os. Le « roi du bingo », comme le surnommaient plusieurs, était âgé de 80 ans.

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

«Sa maladie a été brève, a expliqué, hier au SOLEIL, le neveu du légendaire personnage. On a découvert le cancer il y a trois mois, alors qu'il s'était fracturé une hanche. Heureuse-

ment, il n'a pas souffert longtemps.»

J.-E. Prud'homme avait récemment vendu sa demeure à Sainte-Foy pour aller passer la fin de ses jours en Floride, à sa résidence de Pompano Beach. Il y a dix jours, il avait dû être

Suite A-2, Prud'homme...

Suites de la première page

McKenna...

en permettant que la discussion constitutionnelle se termine en un acrimonieux et stérile débat.

« Mais, dans une large mesure, nous n'avons que représenté les vues des Canadiens qui étaient eux-mêmes profondément divisés. Il est en conséquence difficile de ne pointer que les dirigeants pour la menace qui plane maintenant sur l'unité canadienne. »

Frank McKenna n'a pas de solution miracle. Il ne cache pas qu'il se sent jusqu'à un certain point démuné devant l'ampleur et le sérieux de la crise en cours. Ceux qui, comme Jean Chrétien qu'il défend aujourd'hui, avaient prédit que la mort de Meech serait sans conséquence, avaient donc tort. « Il n'y a aucun doute qu'il y a des conséquences. Mais ressasser l'échec de Meech ne fait strictement rien de positif pour résoudre la crise en cours. »

Il croit qu'il faut peut-être accepter de passer à travers une période d'escalade verbale et de débats émotifs pour pouvoir retrouver un niveau d'échanges plus rationnel d'où pourraient émerger des solutions.

« Mais je ne sais vraiment pas combien de temps nous avons devant nous », admet-il, sous-entendant qu'il se pourrait bien qu'il n'y ait pas beaucoup. « Je suis les événements au Québec de très près et je suis extrêmement inquiet de ce que j'entends. Mais je dois rester confiant. »

Un sondage de la firme Decima dont il a vu les résultats, mais qui a été commandé par quelqu'un d'autre dont il refuse de dévoiler l'identité, l'aide à garder espoir. Sans vouloir donner de chiffres, il soutient que les données démontrent « qu'il y a maintenant plus d'appui pour le fédéralisme qu'il y a deux mois au Québec. »

Cette évolution est intéressante, dit-il même s'il constate la rareté des voix fédéralistes au Québec. La situation est encore plus dramatique du fait que Robert Bourassa, « un chef modéré, sain et rationnel qui voit l'avenir du Québec au sein du Canada », est malheureusement absent de la scène.

Il a écouté cependant avec plaisir Claude Ryan prendre une position résolument fédéraliste, malgré le climat actuel au Québec. Il loue du même souffle le courage du chef libéral fédéral qui va se rendre devant la Commission québécoise pour défendre l'unité canadienne menacée. « Ce que j'aime chez Jean Chrétien, c'est qu'il a toujours eu ce pays à cœur. Il en parle en termes patriotiques et n'a jamais changé d'idée sur des éléments comme le respect des minorités. C'est un homme courageux qui ne cède pas à la mode du moment. »

Brian Mulroney n'avait pas eu peur lui non plus d'aller prendre une position impopulaire au Manitoba au plus fort de la crise linguistique dans cette province, précise-t-il. Pour ce qui est de son refus aujourd'hui d'aller témoigner devant la Commission Bélanger-Campeau, Frank McKenna commence par dire que ce n'est peut-être pas la place du premier ministre du Canada, pour finalement conclure qu'il devra cependant faire entendre sa voix.

« Le forum a en fait moins d'importance que le fait que M. Mulroney articule sa vision. Je vais attendre pour juger jusqu'à ce que sa position soit connue et comment il va l'articuler. » Attendre le moment propice peut selon lui faire toute la différence.

Personnellement, il ne se voit pas dans une position pour tenter à lui seul de faire tourner le vent. En fait, les dirigeants au pays doivent se lever ensemble et mettre la partisanerie de côté. « Il ne faut pas faire de politique avec l'avenir du pays. »

La commission post-Meech mise sur pied dans sa province va faire son travail avec sérieux, sans céder à la panique.

Il appuie la mise sur pied du comité mixte Sénat-Chambre des communes annoncé par Brian Mulroney pour modifier la formule d'amendement constitutionnel. Il a pourtant lui-même profité du délai de trois ans imposé par la formule actuelle pour lancer la remise en question de Meech. « C'est dans l'intérêt du pays d'avoir une formule d'amendement beaucoup plus simple » conclut-il, en ajoutant que si elle avait été en place la dernière fois, elle aurait peut-être permis de maintenir d'un bout à l'autre d'un processus plus court, le climat à l'origine de l'accord du lac Meech.

Prud'homme...

transporté par avion-ambulance à l'hôpital Notre-Dame de Montréal, où il s'est éteint dans la nuit de vendredi à samedi.

Dans une famille où le père, Alphonse, organisait les tombolas, et où les 12 enfants « mangeaient » du bingo, J.-E. Prud'homme n'avait d'autre choix que de se lancer dans une telle aventure.

« Le bingo, c'était vraiment sa vie. Il avait ça dans le sang. Il savait pratiquement d'avance quel numéro allait sortir. La loi de la moyenne, il la connaissait bien. »

« Il ne pensait qu'à ça. Quand il finissait un bingo, il pensait tout de suite au prochain. Faut dire que cette business était très lucrative. »

En effet, le père du bingo avait le nez assez fin quand venait le temps de sentir la bonne affaire. Partout où il se pointait, les foules accouraient. En 1978, il avait même réussi à remplir le Stade olympique!

« Quel sens des affaires il avait! Sa préoccupation première était toujours de savoir ce qu'il en retirerait. Et il en retirait beaucoup. Je ne sais pas où est caché son trésor, mais il doit être beau! »

Cet amour du gain n'en faisait pas un homme mesquin pour autant. Ses p'tites madames de bingo, il les aimait bien. L'homme n'était pas vraiment jovial, estime son neveu, « mais il était fort sur les p'tits sourires en coin. Quand une cliente qu'il aimait bien gagnait, il lui faisait un de ses petits sourires, et ça voulait tout dire. Il était content de voir son monde s'enrichir. »

« Il ne faut pas oublier qu'il a fait gagner bien des sous à bien des gens. C'était un distributeur d'argent. »

Un homme simple

J.-E. Prud'homme ne se souciait guère des apparences. Pionnier des publicités genre « Oui papa! », il n'avait que faire des moqueries de certains.

« C'était un homme simple qui se foutait des apparences. Il a même été le premier homme chauve à se montrer à la télévision. Il osait, et ça marchait. »

Après avoir quitté le monde du bingo, en 1973, il s'était lancé dans la vente de bicyclettes haut de gamme. Sa boutique, située dans la rue des Oblats, porte d'ailleurs son nom: « J.E.P. Sports ». »

« Il a toujours été un grand mordu des sports. Et quand un ami lui a proposé de se lancer en affaires, il a sauté sur l'occasion. »

Somme toutes, le « père du bingo » a mené une vie bien remplie. C'est d'ailleurs lui-même qui affirmait, lors d'une entrevue en 1973, alors qu'il annonçait sa retraite: « si j'avais plus rien à faire, je m'ennuierais en maudit... »

Algonquin...

« haut de gamme » des destroyers canadiens.

« Équipé comme il l'est, ce navire est supérieur au destroyer présentement stationné dans le golfe Persique. Il représente actuellement le plus sophistiqué de nos destroyers », affirme le capitaine Deblois, de la marine canadienne.

« Il ne pourrait cependant pas aller relever ce dernier immédiatement. Il faudra encore un an avant que ce destroyer soit prêt pour le combat. Chose certaine, les gens de la marine vont être heureux de le voir arriver à Halifax. »

Durant la prochaine année, le NCSM Algonquin aura à subir une batterie de tests afin de mettre au point tous ses équipements et de familiariser les équipages à ces équipements.

Les premiers de ces tests ont d'ailleurs débuté dès son départ de Québec. Cent cinquante travailleurs de la MIL se rendent à Halifax à bord du navire afin d'effectuer les vérifications techniques.

« Nous allons tout tester et chercher les bobos, explique David Christopher, le directeur des essais à la MIL. C'est la première fois qu'il quitte le quai depuis les rénovations et nous devons nous assurer que tout roule à merveille. »

« En mer, outre les systèmes de propulsion, de navigation et de contrôle intégré de la machinerie, nous devons vérifier l'ancrage et le système de protection cathodique. Ces essais sont échelonnés sur trois jours, après quoi nous accosterons à Halifax. »

La « passation des pouvoirs »

Des 150 travailleurs faisant le périple, une quarantaine demeureront à Halifax, et ce, pour une période d'environ deux mois. Ils auront pour tâche de compléter la « passation des pouvoirs » à la marine canadienne.

« En ce moment, nous connaissons ce navire beaucoup mieux que les gens de la marine, affirme Terry Liston, vice-président administratif à la MIL. Nos spécialistes demeureront donc sur place comme personnes ressources. Il faudra, entre autres, terminer l'intégration électronique des systèmes de combat. »

Pour ce qui est de l'Iroquois, il devrait être livré à Halifax en novembre 1991. « Les travaux sont moins longs et moins coûteux. Le gros défi, c'était de terminer le premier destroyer. On a appris de nos erreurs, on connaît mieux ce genre de navire, ce qui s'en vient sera donc plus facile. »

Ce qui s'en vient, outre la fin des travaux sur l'Iroquois, c'est la rénovation des deux autres destroyers (projet TRUMP), dont le contrat a été octroyé à la MIL-Davie en avril 89. Il s'agit de l'Athabaskan, actuellement en service dans le golfe Persique, et du Huron, sur la côte du Pacifique.

Les deux contrats accordés à la MIL pour la rénovation des destroyers canadiens s'élèvent à 400 000 000\$.

Otages...

750 ressortissants détenus en otages en Irak et au Koweït.

Des douzaines de Japonais et d'Américains, ne dissimulant pas leur joie, ont été hier les premiers otages à quitter l'Irak depuis que Bagdad a décidé de rendre leur liberté aux « invités » étrangers.

Un avion privé, appartenant à une compagnie pétrolière américaine, a quitté l'aéroport de Bagdad avec 23 Américains, trois douzaines de Japonais et un Britannique à son bord. Quant cet avion a décollé, beaucoup de places étaient vides, ce qui illustre la confusion dans laquelle se déroulent les mesures d'évacuation.

Par ailleurs, les États-Unis et la Grande-Bretagne, par des messages diffusés par la radio, tentent d'atteindre les ressortissants qui vivent dans la clandestinité au Koweït, pour leur dire de quitter leurs cachettes et de se rendre à l'aéroport de Koweït.

Dans un message diffusé par la BBC, le Foreign Office, tout en demandant aux Britanniques de faire leurs préparatifs de départ, estime que l'obtention des visas de sortie pourraient prendre plusieurs jours.

Le directeur des Iraqi Airways, Nourredine Safi Hammadi, a aussi annoncé, hier, qu'un des appareils de sa compagnie transporterait à Rome un nombre indéterminé d'otages italiens.

Tractations secrètes

D'autre part, le quotidien britannique *Independent* affirme dans son numéro d'aujourd'hui que l'Arabie Saoudite et le Koweït sont en train de « sonder » secrètement l'Irak pour parvenir à un accord sur le litige frontalier entre l'Irak et le Koweït.

Le journal, qui cite des sources arabes en exil en Europe et aux États-Unis, ajoute qu'un tel règlement pourrait intervenir après le retrait du Koweït des troupes irakiennes.

Selon le journal, le Koweït a renouvelé à l'Irak son offre d'un bail de location de 99 ans sur deux îles qui contrôlent l'accès à l'unique port irakien sur le Golfe de Oum Qasr.

Selon ces mêmes sources, le Koweït autoriserait aussi l'Irak à avoir le contrôle total du champ pétrolier de Rumeïleh, dont la pointe sud-est se trouve en territoire koweïtien.

Ces tractations, selon le journal, ont été menées par l'intermédiaire d'Oman qui a ensuite contacté le Yémen.

Les gouvernements arabes étudient également la possibilité d'une conférence au sommet dont le conflit entre le Koweït et l'Irak serait le principal sujet, ajoute le journal, et au cours de laquelle il serait demandé que des forces arabes remplacent les troupes irakiennes au Koweït et la force multinationale en Arabie Saoudite.



broderie fleurs-échelle ou jacquard ethnique

les cardigans en maille de coton twik 49.⁹⁵

deux styles exclusifs en maille pur coton dont twik raffole peu importe la saison!... fleurs brodées en échelle sur tricot pointelle ou jacquard ethnique, offrez-les en couleurs pastel et vives sur fond blanc ou dans des harmonies de bleu lavande... des pulls exclusifs à Noël... une boîte-cadeau simons!

MAGASINEZ AUJOURD'HUI

nos trois magasins sont ouverts de 9h30 à 17h00

et lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 9h30 à 21h00

la maison



simons

PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX QUÉBEC

6/49	Sélect 42
1-19-21-23-24-46	11-18-26-27-32-40
(complémentaire)	(complémentaire)
7	12
LA QUOTIDIENNE	mise-tôt
tirage du 08-12-90	8-26-36-39
5-9-4	EXTRA
8-0-3-4	915552

LE SOLEIL			
390, rue St-Vallier Est			
Québec (Québec) G1K 7J6			
Service aux abonnés	647-3333	Publicité Générale	647-3266
Annonces classées	647-3311	Rédaction	647-3394
Carrières et Professions	647-3270	Promotion	647-3342
Publicité Détaillants	647-3435	Renseignements	647-3233

Subvention à Laval 300 000 \$ pour la pyrolyse sous vide des déchets

L'université Laval bénéficiera d'une subvention de 300 000 \$ pour la réalisation de son programme de recherche appliquée sur la pyrolyse sous vide de divers types de déchets.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Accordée par le ministère de l'Énergie et des Ressources, cette subvention sera versée au cours des trois prochaines années. L'université Laval pourra ainsi poursuivre le développement de techniques de valorisation dans le domaine des déchets urbains, des résidus pétroliers, des pneus usés et des déchets de bois.

Le procédé de pyrolyse sous vide de M. Christian Roy, directeur de ce programme de recherche et professeur de génie chimique à Laval, est une technologie brevetée qui est en développement au Québec depuis le début des années 1980.

Tenant compte des résultats obtenus jusqu'à maintenant, on croit possible la transformation de déchets nuisibles à l'environnement en énergie utile comme du mazout, de la vapeur et également en produits chimiques: noir de carbone, huile...

Au cours des 10 dernières années, le gouvernement et l'entreprise privée ont investi environ 4 millions \$ dans ce programme qui entre maintenant dans sa phase finale.

Dans un communiqué, le ministère de l'Énergie et des Ressources estime que cette phase finale du projet pourrait permettre de concevoir, dans un proche avenir, des usines de taille commerciale, en collaboration avec le secteur privé.

On croit que la réussite du projet aurait aussi des retombées à travers le monde, étant donné qu'il n'existe pas pour l'instant de technologies éprouvées commercialement pour la production en exploitation continue de combustibles liquides à partir des déchets.

Des citoyens de Saint-Sauveur font appel à Claude Ryan

Soucieux des difficultés majeures dont souffrent les moins bien nantis en matière de logement, le Comité de citoyens du quartier Saint-Sauveur, de concert avec le Front d'action populaire en réaménagement urbain, enjoint le ministre des Affaires municipales de s'engager directement dans ce dossier et de venir rencontrer personnellement les locataires concernés.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

Rappelant que ces derniers « paient de plus en plus cher pour des logements de moins en moins bonne qualité », le comité estime que plusieurs d'entre eux doivent souvent déboursier 50 % et plus de leurs revenus pour se loger. Au même moment, ils doivent composer avec l'arrivée de locataires plus aisés dans leurs quartiers, ce qui leur fait perdre des logements de qualité.

« La situation des requérants de HLM n'est guère plus reluisante », note Marie-Hélène Deshaies, du Comité de citoyens de Saint-Sauveur, dans sa lettre expédiée au ministre Claude Ryan, qui souligne que le décret issu de la loi 37 a des effets désastreux sur les familles à faibles revenus qui doivent subir des hausses de loyer exorbitantes ou se séparer de leurs enfants majeurs.

Selon Mme Deshaies, il est de la responsabilité du ministre Ryan de venir prendre connaissance de la situation directement sur le terrain avec les principaux intéressés, c'est-à-dire les locataires et, pour ce faire, elle propose d'organiser une grande assemblée publique.

La CTCUQ et le Réseau Trans-Sud unissent leurs efforts

Vaste offensive contre les méfaits de l'auto

LÉVIS — À l'instar des autres organisations de transport en commun du Québec, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ) et le Réseau Trans-Sud prennent part à une vaste offensive visant à faire connaître les avantages pour l'environnement d'utiliser les transports collectifs plutôt que l'automobile.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Pilotée par l'Association du transport urbain du Québec (ATUQ), cette opération charme auprès des automobilistes vise à sensibiliser ces derniers sur les méfaits de l'utilisation abusive des automobiles sur la santé environnementale des municipalités.

On servira à la population une foule d'informations qui, espère-t-on, feront comprendre aux automobilistes que pour la sauvegarde de leur milieu de vie, ils feraient mieux de monter à bord de l'autobus pour se rendre au boulot et de laisser bien sagement le véhicule à la maison.

En conférence de presse hier à Lévis, le président du Réseau

Trans-Sud, M. Denis Grenier, a expliqué qu'il était utopique de croire qu'il n'y aura que des autobus dans les rues de Québec lundi matin. Il soutient cependant qu'il est possible de modifier les habitudes de transport des citoyens qui peuvent se permettre de laisser leur automobile à la maison.

Pour tenter d'influencer les automobilistes, tous les autobus du Réseau Trans-Sud et un bon nombre de véhicules de la CTCUQ aborderont le thème de la campagne de l'ATUQ: « Au secours de ma ville ». Des messages tels que « Un autobus de

plus, c'est 50 autos de moins » ou encore « Un autobus de plus, c'est 220 fois moins de polluants dans l'air » seront également affichés sur les autobus.

M. Grenier a livré quelques exemples de l'importance des polluants dégagés dans l'air par les milliers d'automobiles qui s'agglutinent dans les villes. Il signale qu'aux heures de pointe, pour un nombre équivalent de passagers, l'automobile produit 690 fois plus d'oxyde de carbone, 15 fois plus d'oxyde nitreux et 125 fois plus d'hydrocarbures que l'autobus.

Il ajoute que 51 % du total de la pollution atmosphérique par

l'oxyde d'azote au Canada serait causé par l'automobile. Ce polluant est identifié par les spécialistes comme l'un des responsables de l'effet de serre.

« Le recours au transport collectif est un choix décisif qu'il nous importe de considérer dès maintenant si nous voulons réellement agir sur le plan environnemental », souligne M. Grenier qui croit, dans le contexte actuel, que le transport en commun ne doit pas être considéré comme un coût, mais bien comme un investissement pour l'avenir de notre qualité de vie.



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve



Pendant que les policiers de Sainte-Foy examinent le corps du motoneigiste qui git près des piliers de béton et de la chaîne meurtrière, leurs confrères s'attardent à prendre des mesures de la motoneige qui s'est arrêtée d'elle-même à proximité du boulevard Hamel, environ 200 mètres plus loin.

Une chaîne à l'origine de l'accident Un motoneigiste perd la vie à Sainte-Foy

Un motoneigiste de 36 ans a perdu la vie, en début de soirée hier, à Sainte-Foy. Roulant avec son véhicule sur la portion nord de la route Jean-Gauvin, fermée à la circulation pendant l'hiver, l'homme n'a pas vu la chaîne qui barrait le chemin entre deux piliers de béton. Il a eu la colonne cervicale cassée et a été tué net.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Au volant de sa motoneige, Lucien Plamondon, du 209, route 138, à Saint-Augustin, avait emprunté la route Jean-Gauvin et se dirigeait vers le sud. Il était en visite chez des amis et essayait leur véhicule. Il était à environ 200 mètres du boulevard Hamel quand l'accident est arrivé. Deux piliers de béton encadrent la route à cet endroit pour en empêcher l'accès. Selon plusieurs témoins, une chaîne venait d'être installée depuis à peine quelques jours. Une petite pancarte non fluoescence interdisant le stationnement pend de la chaîne.

Il était environ 18 h 30. La noirceur était tombée et l'homme n'a sans doute vu ni la chaîne, ni la pancarte. Il a été éjecté de son engin qui a poursuivi sa course et s'est arrêté de lui-même sur le bord du boulevard Hamel. Les policiers n'ont aperçu aucune trace de freinage.

Max Boutin, qui possède

l'Alimentation Max-B, à l'angle de la route Jean-Gauvin et du boulevard Hamel, a été averti par un client qu'un homme gisait non loin de son commerce. Il s'est précipité vers la victime pour constater qu'elle ne bougeait pas. « J'ai pris son pouls et je n'ai rien perçu, raconte M. Boutin. L'homme avait de l'enflure et quelques ecchymoses au cou, mais n'échouait pas ceux qui disent qu'il a été décapité. C'est faux. Je me suis empressé d'appeler les policiers. »

Max Boutin soutient que la partie de la route Jean-Gauvin au nord du boulevard Hamel est fréquemment utilisée par les motoneigistes. Même si elle est fermée à toute circulation pendant l'hiver, elle est déneigée et accessible aux motoneiges et aux véhicules tout-terrain. C'est une voie d'urgence utilisée en cas d'accident à l'aéroport.

Les policiers de Sainte-Foy ont été chargés de l'affaire. Le Dr Pierre-Julien Houde a constaté le décès. La coroner Patricia Michaud a demandé une enquête.

Les travailleurs de MIL saluent le départ du NCSM Algonquin

Attroupés sur le pont, les travailleurs de MIL-Davie saluent leurs amis, lesquels s'empressent de répondre en agitant les bras. On dirait le départ d'un bateau de croisière. Mais il s'agit du NCSM Algonquin, le premier des quatre destroyers canadiens « retapés » au chantier de la MIL. Et l'ambiance de fête qui régnait, hier, lors de son départ de Québec, traduisait bien la fierté des travailleurs de la MIL. « Nous avons relevé le défi. Nous livrons la marchandise dans les délais prévus. »

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

Sept cents hommes ont travaillé, depuis près de quatre ans, à la réalisation de ce nouveau navire. Et pour la grande majorité d'entre eux, voir partir le « bébé » auquel ils ont consacré des mois de leur carrière laissait des tremolos dans la voix.

« À chaque fois que j'ai regardé partir un de mes navires, j'ai eu l'impression d'y laisser une partie de moi-même » explique Dave, qui travaille sur les navires depuis 24 ans.

« Oui, ça fait un p'tit quelque

chose, avoue Pierre. Quand tu travailles aussi longtemps sur un navire, tu as le sentiment qu'il est un peu à toi. Alors quand tu dois t'en détacher... »

C'est qu'ils sont fiers, ces travailleurs de la MIL. Le boulot qu'ils ont eu à se taper sur l'Algonquin représentait un défi de taille.

« C'était effectivement un gros contrat, affirme David Christopher, le directeur des essais. Les gens de la Marine canadienne nous ont mis beaucoup de pression pour que nous complions le travail rapidement, avant l'arrivée des glaces. Nous ne les avons pas déçus. »

Pour 150 des employés de MIL, l'aventure se transporte maintenant hors du chantier. Et ce voyage à bord d'un destroyer canadien, tous auraient bien aimé le faire.

« C'est vraiment spécial, poursuit Davis Christopher. Un équipage de civils qui a le contrôle d'un navire appartenant à la Couronne, on ne voit pas ça tous les jours. »

Pour la très grande majorité des employés affectés aux travaux sur l'Algonquin, le travail reprendra de plus belle cette semaine, cette fois sur un autre contrat. Mais pour une cinquantaine de travailleurs, le départ du destroyer représentait le retour au chômage.

« Le nombre de mises à pied est tout de même assez restreint, estime Terry Liston, le vice-président à l'administration. Et nous espérons qu'elles ne seront que temporaires. Dès qu'un autre contrat entrera, ces travailleurs devraient être rappelés. »



Quelque 150 travailleurs de MIL sont à bord de l'Algonquin, afin de réaliser des tests durant le parcours Lauzon-Halifax.

ACADIA
SUZUKI

— La 4^e au service! —

4480,
1^{re} Avenue
Charlesbourg
623-9861

32 milles au gallon/route
selon Transport Canada
1^{er} VERSEMENT EN MARS 1991
détails sur place



SIDEKICK 4 x 4, 4 portes
JX de luxe, 5 vitesses

Voici enfin la voiture que tout le monde attendait: le véhicule 4 x 4 aux caractéristiques surprenantes...

à partir de 15 995\$*

SUZUKI

Au max!

Venez en faire l'essai!

PERFORMANTE

ÉCONOMIQUE

FIABLE

Royal
Suzuki

— Une force 侍 —

6345,
Boul. Hamel
L'Ancienne-Lorette

872-0005

Sylvio Robinson élu président de la Fédération des affaires sociales

Les 700 délégués présents au congrès de la Fédération des affaires sociales (FAS-CSN) ont élu hier leur nouveau président. Il s'agit de Sylvio Robinson, qui succède ainsi à Catherine Louméde, qui était à la tête de la plus importante fédération de la CSN depuis 1987.

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

Cécile Côté (secrétaire générale), Francine Lévesque (vice-présidente à la condition féminine) et Gilles Savoie (vice-président aux négociations), qui faisaient équipe avec Robinson pour les élections, ont également été élus. L'exécutif est complété par la trésorière Lucille Poirier, élue sans opposition.

« Nous avons présenté une équipe et c'est toute l'équipe qui a été élue, a d'abord expliqué le nouveau président. Ce vote vient confirmer une fois de plus la

force de notre fédération. Cette solidarité qui nous a toujours bien servis représente encore aujourd'hui notre force principale. »

Du pain sur la planche

Les nouveaux membres de l'exécutif de la FAS auront bien du pain sur la planche au cours de l'année. Dans les prochaines semaines, ils se pencheront sur le plan de réforme présenté vendredi par le ministre Marc-Yvan Côté.

« Plusieurs choses semblent vagues. Il nous faudra décortiquer les documents afin de nous assurer que le gouvernement ne

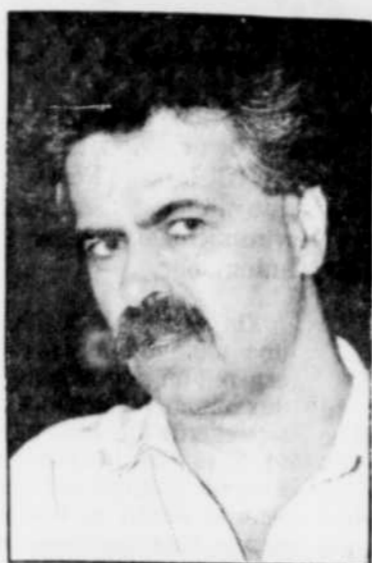
se cache pas derrière les avantages donnés au public pour nous enlever des gros morceaux. »

Il y aura également les négociations. Si les membres n'acceptent pas la proposition de prolongation du contrat de travail, ces négos devraient se mettre en branle au cours de la prochaine année.

Sans compter le prochain mardage dans le secteur public, lequel se fera au printemps.

« C'est effectivement un gros défi que nous nous donnons aujourd'hui. Beaucoup de gros dossiers nous attendent. Mais nous sommes prêts à relever ce défi.

« Au sein de l'exécutif, nous avons décidé de nous diviser les dossiers équitablement afin que personne n'ait de surcharge et que tous puissent travailler le plus efficacement possible. »



M. Sylvio Robinson, nouveau président de la Fédération des affaires sociales.

Tout comme pour le parc Saguenay La Baie veut jouer son rôle dans le parc marin

LA BAIE (PC) — Tout en acceptant les limites actuelles du futur parc marin du Saguenay dont elle se trouve exclue, Ville de La Baie désire être reconnue comme le siège social du parc marin au même titre que pour le parc Saguenay.

Dans un mémoire déposé, hier, devant le comité de consultation publique du parc marin, le maire de La Baie, Claude Richard, explique que l'absence d'informations suffisantes sur le contenu et la réglementation du futur parc a obligé le conseil municipal à opter pour cette décision. Le mémoire fait également mention des impacts que pourraient avoir les réglementations futures sur les industries installées à La Baie.

Malgré sa position, la municipalité offre aux deux gouvernements « sa collaboration afin d'être considérée comme un centre de services et d'activités de premier ordre, qui va concourir à la mise en valeur du fjord ». Elle désire donc être reconnue comme l'un des pôles majeurs du parc tout comme Tadoussac, en étant intégrée à une zone périphérique de développement.

Pour sa part, la Chambre de commerce de La Baie, qui présentait son mémoire peu après, a entièrement en totalité la position de la ville, en soulevant elle aussi le manque d'information sur « l'implication qu'un parc imposera à notre communauté ».

Comme en début de semaine, Michel Bergeron, conseiller municipal à La Baie, s'est dissocié des propos tenus par le maire Richard en présentant son propre mémoire où il recommande l'annexion de la baie des Ha! Ha! aux limites du futur parc marin et l'adoption du nom « parc marin Saguenay-Saint-Laurent » pour reconnaître la réalité des deux cours d'eau.

Par ailleurs, les maires de Canton-Tremblay, Saint-Fulgence et Chicoutimi, trois municipalités en amont, ont fait front commun afin de présenter un mémoire défendant l'importance

d'intégrer l'estuaire de Saint-Fulgence à l'intérieur des limites du parc marin. Le maire de Chicoutimi, Ulric Blackburn, a précisé qu'en l'absence d'une telle intégration, le parc marin n'aurait du Saguenay que le nom. « En n'associant pas directement et physiquement notre région au projet de mise en valeur du fjord, (...) une erreur historique risque d'être commise », fait valoir leur mémoire.

Saguenay ou Saint-Laurent ?

La plupart des mémoires présentés, hier, entrent en complète contradiction avec ceux déposés la semaine dernière à La Malbaie et à Tadoussac.

Alors que les intervenants du Saguenay suggèrent qu'une plus grande superficie de la rivière Saguenay soit incluse dans ces limites, les groupes présents aux audiences publiques de La Malbaie et de Tadoussac recommandent l'élargissement du parc marin vers le fleuve Saint-Laurent. Ces derniers soulèvent également que le parc marin devrait porter le nom de Saguenay-Saint-Laurent, certains allant même jusqu'à demander que le parc soit renommé du seul nom de Saint-Laurent.

Outre ces dissensions techniques, plusieurs intervenants des deux régions ont critiqué la procédure même des consultations publiques entreprises par les gouvernements fédéral et provincial. Que ce soit au chapitre des délais accordés pour la présentation des mémoires, des maigres informations véhiculées sur le contenu du parc marin ou de la participation comme toute symbolique des milieux concernés par l'instauration du parc, les coprésidents du comité de consultations publiques, Gaston Plourde et Gilles Desautniers, ont essuyé plusieurs remarques.

Québec accepte de verser 1,1 million \$ à des assistés injustement pénalisés en 1989

MONTREAL (PC) — En vertu d'une entente hors cour qui sera soumise au tribunal le 18 décembre, Québec accepte de verser 1,1 million \$ à des assistés dont les prestations ont été réduites, en 1989, à cause d'une disposition illégale de l'ancien règlement sur l'aide sociale.

d'oeuvre et de la Sécurité du revenu que ses prestations d'aide sociale allaient être réduites conformément à l'article 46b du règlement sur l'aide sociale, en vigueur depuis 1976.

recours collectifs, Me Louis-Oscar Racine, décide de contester la légalité de l'article 46b. Il songe d'abord à appuyer sa contestation sur les droits de la personne, mais choisit finalement de jouer une autre carte. L'article, tente-t-il de démontrer, est illégal au plan administratif parce que ses buts ne sont pas prévus aux règles d'habilitation de la Loi sur l'aide sociale.

Le 3 février 1989, la cour supérieure lui donne raison : l'article est illégal. Québec porte la cause en appel, mais Mme Fortier décide néanmoins de demander l'autorisation d'intenter un recours collectif.

L'autorisation lui est fournie en juillet par la cour supérieure. Le tribunal précise cependant qu'un rejet en appel du jugement de première instance mettra fin à ce recours. Mais la cour d'appel vient confirmer, le 8 mai 1990, la première décision.

le règlement, soit 50 000 \$.

Le recours collectif, intenté au nom de Mme Jeannette Fortier, une prestataire de l'aide sociale de Charlesbourg, en banlieue de Québec, a été autorisé en juillet 1989.

Sous réserve de sa ratification par le tribunal, Mme Fortier se montre satisfaite de l'entente. « Je suis très heureuse parce que quand j'ai entrepris ma lutte, mon but était de me défendre et de défendre les plus démunis comme moi », disait, hier, cette veuve de 55 ans qui héberge son père de 87 ans.

Le cas Fortier

En mai 1988, Mme Fortier était avisée par le ministère de la Main-

Le règlement stipulait que 2 % de la valeur nette excédant 50 000 \$ de la résidence familiale devaient être ajoutés aux revenus du candidat à l'aide sociale. Ainsi, un prestataire dont la maison était évaluée à environ 60 000 \$, comme Mme Fortier, se voyait soustraire plus de 200 \$ sur son chèque mensuel d'aide sociale.

Révoltée, Jeannette Fortier multiplie les interventions publiques pour dénoncer cette mesure. Elle s'adresse enfin à l'aide juridique et épaulée par l'avocat Pierre Fortin, porte le débat devant le tribunal.

Me Fortin, qui obtiendra plus tard l'appui d'un spécialiste des

Si l'entente intervenue à la faveur d'une poursuite en recours collectif est approuvée par le juge Gabriel Roberge, de la cour supérieure, au cours de l'audience qui aura lieu à Québec, on estime qu'environ un millier de « ménages » — au sens de l'ancien règlement — pourront réclamer réparation. Il s'agit surtout de personnes âgées.

L'entente concerne les personnes ayant été bénéficiaires de l'aide sociale et dont les prestations ont été réduites entre le premier mars 1989 et le 31 juillet 1989 parce qu'elles possédaient une résidence dont la valeur nette dépassait la valeur exonérée par

CHEZ NOUS, VOUS AVEZ L'ASSURANCE D'EN OBTENIR PLUS.



Claude Doyon
Directeur des ventes
658-8334, 658-7337



Gaston Gourde
Directeur d'unité
658-7337



Normande Bélanger
Directrice adjointe
administration 658-7337



Denise Cameron
Secrétaire
658-7337



Johanne Côté
Secrétaire
658-7337



Marie-Josée Roy
Secrétaire
658-7337



Lise Perreault
Receptionniste
658-7337



Lorenzo Grégoire
Représentant (St-Bernard
de Dorchester) 475-6254



Jean-Louis Laganère
Représentant (Dorchester)
285-2470



Adolphe White
Représentant (Beauport)
658-7337, 661-9091



Ernest Deblois
Représentant (Charlesbourg)
658-7337



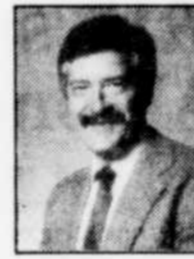
Fernando Rouleau
Theftford Mines
335-2647



Vital Caron
Saint-Jean-Port-Joli
598-3680



Normand Veilleux
Saint-Georges-de-Beauce
228-3383



René Caron
Cap-Saint-Ignace
246-3171



Daniel Bédard
Lévis
658-7337, 835-6297



Clarisse Godbout
Saint-Régis
243-3246



Benoît Portelance
Grondines
268-3424



Isabelle Roy
Ancienne-Lorette
658-7337, 877-7515



Pierre Dubé
Laurierville
(819) 365-4227



Jean Doyon
Lévis
658-7337, 833-9236



Martin Bibeau
Victoriaville
(819) 758-9291



Agathe Noreau
Saint-Raymond
337-8065



Denis White
Beauport
658-7337, 667-6607



Michel Bérubé
Saint-Pascal-de-Kamouraska
856-5524



Roch Michaud
Rivière-Ouelle
856-4821



Michel Lemieux
Noulchâtel
658-7337, 843-1084



Yves Lemire
Sainte-Foy
658-7337, 657-7873



Marc Laboissonnière
Sainte-Foy
658-7337



Donat Thibault
Vaner
658-7337, 833-9236



Denis Lemelin
Saint-Bernard-de-Dorchester
475-6492



Marc Mercier
Theftford Mines
338-0333



Louise Dubé
Victoriaville
(819) 758-0604



Yvon Turcotte
Saint-Anselme
885-1498



Stéphane Pilote
Charny
658-7337



Mario Jean
Beauport
658-7337, 666-2071



Marc Rhéaume
Québec
658-7337, 683-2717

AGENCE QUÉBEC-LAURIER

2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, bureau 404
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L8

Tél.: (418) 658-7337
Ligne directe: 1-800-567-8009

L'incroyable force de la coopération

Faites appel à notre équipe d'assureurs-vie Desjardins dynamiques, soucieux de répondre aux exigences d'une clientèle avertie et heureux de participer activement à l'essor économique de notre société québécoise.



Assurance-vie
Desjardins

La canonisation de la fondatrice des «soeurs grises» Le grand jour est arrivé pour mère d'Youville

CITÉ DU VATICAN — La bannière représentant Marguerite d'Youville a été suspendue, hier matin, place Saint-Pierre, en préparation de l'homélie dominicale du pape Jean-Paul II, qui suivra la messe de canonisation de la fondatrice des soeurs de la Charité de Montréal, les « soeurs grises ».

par MAURICE GIRARD
de la Presse canadienne

Il ne restait hier que « quelques détails » à mettre au point avant que tout soit prêt pour la cérémo-

nie de plus de deux heures, dont une partie devait être diffusée ce matin, en différé, à la télévision française de Radio-Canada.

Au nombre des questions en suspens, la langue des chants ac-

compagnant l'entrée du Saint-Père. La délégation canadienne souhaite que la tradition soit modifiée et que le français soit utilisé. On ignorait encore, hier, la réponse des responsables ecclésiastiques du Vatican.

Ce n'est pas la seule frustration qu'ont connue les organisateurs canadiens. Le Saint-Siège a refusé un des cadeaux que devait remettre un jeune garçon, Martin Beauvais, guéri lui aussi « miraculeusement » d'une intervention céleste de mère d'Youville. Son cas n'a pas été retenu puisqu'il y avait déjà un autre miracle reconnu.

Le Vatican a fait valoir que les béquilles du jeune homme ne faisaient pas partie du type de présents offerts à Sa Sainteté. On ne saura que ce matin, pendant la cérémonie, le compromis qui a été trouvé pour contourner cette difficulté.

Biographie lue en français

Placée juste après le kyrie (au début de la messe), la durée de la cérémonie même de la canonisation ne devrait pas excéder une demi-heure. C'est le préfet de la Congrégation pour la cause des saints, le père Angelo Felici, qui fera la demande officielle de canonisation de mère d'Youville. Suivra une biographie de la nouvelle sainte, lue en français, langue qui sera utilisée par la suite par le pape dans l'homélie.

Les évêques représentant les six régions où sont établies les soeurs grises présideront à la messe en même temps que le pape Jean-Paul II. Une quarantaine de prêtres canadiens, 32 évêques et plusieurs centaines de religieux et religieuses assisteront à la cérémonie.



Pierre

CHAMPAGNE

What does Quebec want ?

Towers-Bonimart a été acheté récemment par la compagnie La Baie d'Hudson, déjà propriétaire de Zellers. Donc, tous les magasins Bonimart de Québec deviendront des Zellers... leading up to their exciting re-opening as a Zellers store during the Spring season.

Pour annoncer cette grande nouvelle à tous les employés de Bonimart à Québec, the executive vice-president de Zellers, **John Urie**, vient d'envoyer, to all Towers Vendors, une grande lettre de deux pages, uniquement rédigée en anglais, sans même une seule petite virgule en français.

Mon cher Urie, c'est ce que l'on appelle, en français, un manque de politesse élémentaire. D'autant plus que Zellers inc. a ses bureaux au 5100, de Maisonneuve, à Montréal. Connaissez-vous, Urie, l'histoire de Mr Brown ? Je vous la raconterai, si je vous rencontre, lors de votre exciting re-opening as a Zellers store during the Spring season.

Il n'y avait personne, chez Zellers, à Montréal, pour traduire votre lettre en français, cher Urie ? Vous auriez pu faire montre d'un peu plus de respect envers tous vos employés francophones de la ville de Québec et leur annoncer ce que vous considérez comme une bonne nouvelle, dans leur langue. Speak white, nom d'une Bobinette ! C'est ça que le Québec veut. Comprendo ?

● La Fondation du prêt d'honneur, un organisme sans but lucratif qui a fait les beaux jours des prêts aux étudiants dans les années 1950 et 1960, lance un véritable avis de recherche dans le but de reconstituer un pan complet de son histoire. En effet, la majorité de ses dossiers ont été détruits lors d'une inondation de ses locaux en 1984. La fondation estime qu'entre 1945 et 1971, 5200 étudiants et étudiantes ont ainsi obtenu plus de 3 millions \$ en prêts sans intérêt. Donc, si vous êtes un ancien bénéficiaire du Prêt d'honneur, faites-le savoir rapidement en composant le (514) 843-8851 ou en écrivant à : Le Prêt d'honneur inc., Maison Ludger-Duvernay, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H2X 1X3.

● Parlant du Prêt d'honneur, c'est le Dr Yves Lamontagne qui est, cette année, le président de la campagne de financement de cet organisme, dont le but est de constituer des fonds pour l'octroi de bourses de recherches et d'études postdoctorales.

● Le premier vice-président et directeur général des Assurances générales des caisses Desjardins, Pierre Michaud, a remis récemment un chèque de 17 000 \$ à Nancy Racine, de la Fondation de Lauberivière. Rappelons que ces fonds ont été recueillis dans le cadre d'une promotion, entre le 20 septembre et le 31 octobre. Durant cette période, pour chaque nouvelle police d'assurance habitation vendue, dix dollars étaient automatiquement versés à la Fondation.

● Jacques Roland, le propriétaire du restaurant Le Chanoine Kir, est allé récemment reconduire le chef dijonnais Florent Colombo, qu'il avait invité pour présider le Festival de la gastronomie bourguignonne qui se tenait dans son établissement, au début d'octobre. Et il devait faire la manchette du journal Les Dépêches de Dijon, qui présentait Jacques Roland comme « représentant permanent de la Bourgogne à Québec ». Un titre honorifique plus officieux qu'officiel, mais dont le restaurateur bourguignon est très fier.

● L'éditeur Florian Chassé et son associée, présidente et directrice générale de la revue Mémor, Ann Lamontagne, peuvent être fiers de leur dernier rejeton, distribué par Air Alliance et par le Centre de recherche industrielle du Québec. Le nombre de parutions de la revue Mémor devrait passer de six à dix en 1991. Cette revue, également reçue par 18 000 chefs d'entreprise au Québec, est imprimée à 40 000 exemplaires à chaque édition. Le tandem Chassé-Lamontagne ne se dément pas depuis une quinzaine d'années. Encore une fois, leur publication est d'une grande qualité. D'autant plus intéressante lorsque l'on attache une grande importance au français écrit. C'est impeccable.

● Le président de la Société Saint-Vincent-de-Paul, de Saint-Louis de Courville, Welley Simard, invite ses concitoyens à la générosité afin que l'organisme qu'il préside puisse pourvoir aux besoins des familles les plus démunies de la paroisse. Apportez vos dons à la quincaillerie Rona Villeneuve & Frères, située juste devant l'église de Courville.

● C'est un médecin militaire bien connu dans la région, Jean Benoit, qui vient d'être promu au grade de major-général et muté au poste de chef du Service de santé des Forces canadiennes. Natif de Rivière-du-Loup et ayant complété ses études de médecine à l'université Laval en 1958, il est marié à Claudette Poitras, de Québec, et ils ont quatre enfants.

Le major-général Benoit détient le titre de médecin honoraire de la reine et d'officier de l'Ordre Très Vénérable de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem. De 1974 à 1976, il a travaillé à l'hôpital militaire de Valcartier, mais il a aussi exercé sa profession à Rockcliffe, à Churchill, à Oromocto, à Halifax et à Ottawa, sans compter ses états de service avec le Royal 22e Régiment, en Allemagne, de 1954 à 1956.

Il est aussi lauréat de la Décoration des Forces canadiennes.

● Lise Watier sera à Québec, cette semaine, pour souligner l'ouverture officielle de son institut, au 333, Grande Allée Est, mercredi, en fin d'après midi. Le lendemain, un dîner de presse est prévu au restaurant Le Graffiti.

Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique de 9 h à 12 h, du lundi au jeudi, au numéro 647-3394.

MONTAGE CINÉ VIDÉO
QUALITÉ SUPÉRIEURE GARANTIE TRANSFERT DE FILMS

- 8 mm, Super 8 mm, 16 mm
- Photos et diapositives en Beta, VHS, Li-Matic
- Transcodage secam-pal à VHS NTSC

Montage vidéo sonore
Service de caméraman
Réparation de cassettes vidéo
ESTIMATION GRATUITE

2360, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
CENTRE INNOVATION 652-0232

Un bon sous-vêtement vous garde au chaud et au sec!

Des sous-vêtements sont offerts dans différentes épaisseurs de tricot qui vous permettent un confort optimal selon l'intensité de l'activité que vous pratiquez. Un bon sous-vêtement c'est la base de votre habillement pour profiter des plaisirs de l'hiver.

chlorophylle
patagonia
OUTDO

LES BOUTIQUES L'AVENTURIER
250, Racine, Chioutimi • 710, Bouvier, Québec
(418) 545-2251 (418) 624-9088

Johnson Brothers

Renaud EN FÊTE

Ouvert le samedi pour un temps limité de 10h à 16h

Seulement LIQUIDATION 199\$ 6 couverts incluant de nombreuses pièces de service (42 pièces).

Renaud, le magasin qui, depuis plus de 100 ans, vous offre le plus beau choix de vaisselle, verrerie et coutellerie à Québec.

Renaud & cie
82, rue Saint-Paul
692-0144

Ouvert de 9 h à 17 h, du lundi au vendredi
Samedi, de 10 h à 16 h

LIQUIDATION D'INVENTAIRE
SAMEDI et DIMANCHE
les 8 et 9 déc.
de 10 h à 16 h

50% de rabais sur les collections

- * CORANIT * HEINZELMANN
- * LUCIA * TRUC
- * RAFFINATI * IRVING SAMUEL

choix de: MANTEAUX, TAILLEURS, ROBES, JUPES, PANTALONS, CHEMISIERS et CHANDAILS

Simone Paris
LE PRÊT-À-RAVIR
2646, CHEMIN STE-FOY, PLACE CORANIT, STE-FOY
(pres de l'Hôpital Laval)
656-1902

SOLDE
au
Salon Jade
50% et plus
de rabais sur les importations automne-hiver et certains accessoires sauf sur collection Fêtes et Croisière

OUVERT LE DIMANCHE EN DÉCEMBRE DE 10h à 17h

Salon Jade
PLACE LAURIER (mail nord)

HAMEAU DU MASSIF CHARLEVOIX

32 300 pieds carrés FACE AU FLEUVE
2 000 \$ par année pendant 5 ans Sans intérêt

Investissez au Hameau tout près du centre de ski Le Massif, à 20 minutes du Mont Ste-Anne. Développement de 320 immenses terrains traversés d'une rivière. Très grand potentiel de plus-value.

«Charlevoix, c'est l'inspiration du bricoleur et des montages, la gastronomie, le plein air...»
«Le Massif, c'est 13 à 20 pieds de neige chaque hiver et le plus haut dénivelé au Québec: 270 mètres»

Évitez la TPS
Avant janvier '91

PHASE I
VENDEUR 100%

AUCUN INTÉRÊT

Pour plus d'informations
Apposez ici votre carte d'affaires et envoyez-nous une photocopie de cette annonce par télécopieur au 418-683-9712

ou encore communiquez avec le responsable du projet, M. Eric Foster, tél. 418-683-3579

Le Hameau du Massif est une réalisation de Charles B. Pettigrew et Ass. 1091, chemin St-Louis, Suite 206, Sillery, G1S 1E2

LE MONDE

Un veto américain est probable à l'ONU

NEW YORK (AP, AFP) — Les États-Unis semblent décidés à utiliser leur droit de veto pour empêcher l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution favorable à la tenue d'une conférence de paix sur le Moyen-Orient, après l'échec de pourparlers entre des diplomates américains et les représentants d'autres pays, membres du Conseil de sécurité, favorables à l'OLP.

Israël, l'allié traditionnel des États-Unis au Moyen-Orient, s'oppose catégoriquement à la tenue d'une telle conférence qui se pencherait sur le sort des Palestiniens dans les territoires occupés par les troupes de l'État hébreu.

Invité à dire si un veto américain était probable, Phil Arnold, porte-parole de la mission américaine, a déclaré : « C'est mon impression ».

Un veto américain provoquerait la colère des pays arabes alliés de Washington dans la coalition contre l'Irak. Ces nations arabes sont autant opposées à la présence des troupes irakiennes au Koweït qu'à celle des forces d'Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le Conseil de sécurité compte 15 membres, dont cinq permanents qui sont les seuls à posséder un droit de veto.

Les discussions entre l'ambassadeur américain à l'ONU, Thomas Pickering et le représentant de la Malaisie, Ismaïl Razali, sur un projet de résolution présenté par les pays non alignés, évoquant pour la première fois une conférence de paix sur le Moyen-Orient, ont été interrompues hier sur une impasse totale, a révélé un diplomate qui a participé aux tractations.

Pendant les négociations d'hier, les États-Unis ont rejeté toute mention d'une conférence internationale, même dans le préambule du projet de résolution, a précisé le diplomate.



Dernier jour en Irak

Kevan et Dawn Bazner, deux Américains originaires de Northville, au Michigan, semblaient appréhensifs, hier à Bagdad, en attendant l'autobus qui devait les conduire à l'aéroport de la capitale irakienne. Les Bazner étaient au nombre des 25 otages qui ont pu quitter hier l'Irak à bord d'un avion privé.

Bush demeure très déterminé

CARACAS (AFP, AP) — Le président George Bush, maintenant une attitude très ferme face à l'Irak, a déclaré hier que la libération des otages ne rendait pas une solution pacifique plus probable et a estimé que cela pourrait au contraire faciliter une éventuelle décision de recours à la force.

Pas de troc

Il a tenu à affirmer que sa décision de retirer les huit diplomates américains encore en poste au Koweït ne constituait nullement une forme de concession américaine en échange de la libération des otages. Au contraire, a-t-il dit, « cela facilite les difficiles décisions qu'il faudra peut-être prendre ».

« Il n'y a pas de changement dans ma détermination à obtenir que Saddam Hussein se retire du Koweït conformément aux résolutions de l'ONU », a déclaré Bush lors d'une conférence de presse à Caracas, où il achevait une tournée de six jours en Amérique du Sud.

« Je veux une solution pacifique. Je ne pense pas que nous soyons plus proches d'une solution pacifique parce que Saddam Hussein continue d'insister que le Koweït est une province irakienne et qu'il ne s'en retirera pas, et cela est le point fondamental », a-t-il dit.

« Lorsqu'on enlève quelqu'un, on ne doit pas s'attendre à une récompense lorsqu'on le laisse partir », a-t-il ajouté.

Prié de s'expliquer sur cette déclaration laissant entendre qu'un recours à la force serait facilité par le départ de tous les Américains, Bush a déclaré : « Cela veut simplement dire que lorsqu'il n'y aura plus d'Américains là-bas et que si la force est nécessaire, alors ce sera une préoccupation de moins pour moi ».

Différend sur les dates

WASHINGTON (AFP) — Le conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité nationale, Brent Scowcroft, a fait part de son « inquiétude » hier après les propositions de date de rencontre faites le jour même par l'Irak, accusant Saddam Hussein de se livrer à « un autre tour » pour faire traîner les choses.

« Oui, je suis inquiet. Nous leur avons offert quatre dates sur une période de deux semaines et ils ont dit qu'aucune de ces dates ne convenait », a déclaré Scowcroft, interrogé par CNN. Il était le premier responsable de l'administration américaine à réagir aux propositions de dates de Bagdad.

Bagdad a proposé la date du 17 décembre pour la visite à Washington du ministre irakien des affaires étrangères Tarek Aziz et celle du 12 janvier pour l'entretien à Bagdad du président irakien Saddam Hussein avec le secrétaire d'État James Baker.

Il semble que ce soit surtout cette dernière date qui ne satisfasse pas Washington. Les Irakiens « ont offert une date beaucoup plus proche de la date-limite à laquelle ils doivent se conformer à la résolution des Nations unies, ce qui de nouveau semble indiquer qu'il (Saddam Hussein) n'est pas sérieux », a noté Scowcroft.

Aziz a dit vendredi que le département d'État lui avait proposé de venir à Washington entre le 20 et le 22 décembre et que James Baker se rendra à Bagdad le 3 janvier.

PIONEER
Lecteur laser 6 disques
349\$

PIONEER
Chaîne stéréophonique
200 watts RMS
899\$

Cerwin-Vega!
MISSION ELECTRONICS
Du rock au classique
299\$

Ne payez qu'un
printe

Erico
NOUS LIVRONS VOS CHOCOLATS
« FABRICATION ARTISANALE »
LA CHOCOLATERIE ERICO
583, RUE ST-JEAN, QUÉBEC
524-2122

MONTBLANC
THE ART OF WRITING
L'incroyable série
"Meister Stück"
Le Spécialiste du Stylo inc.

Cerwin-Vega!
MISSION ELECTRONICS
Du rock au classique
299\$

HORAIRE SPÉCIAL
Du lundi au vendredi,
le samedi,
le dimanche.

La clef

Tripoli affirme que des Libyens sont exécutés au Tchad

NICOSIE (AP, Reuter, AFP) — La Libye a affirmé, hier, que 17 de ses prisonniers de guerre au Tchad avaient été exécutés pour avoir refusé d'obéir à un ordre de quitter le pays, formulé par des Américains.

« Les captifs qui refusent d'obéir aux ordres de l'Amérique sont tués quotidiennement au rythme

de trois à l'heure à la vue des militaires français et américains qui se trouvent au Tchad », a rapporté l'agence libyenne JANA.

La dépêche ne précise pas qui exécuterait ces prisonniers.

Commando anti-Kadhafi

Vendredi, l'agence AFP avait révélé que les Etats-Unis avaient commencé l'évacuation de 700 soldats libyens, recrutés parmi les prisonniers de guerre du Tchad et qui étaient devenus membres d'un commando anti-Tripoli, après avoir été entraîné par des conseillers militaires américains.

C'est la prise du pouvoir au Tchad par Idriss Deby, un allié de la Libye, qui a rendue nécessaire cette évacuation confirmée de source américaine.

Appel aux Nations unies

L'agence JANA a ajouté que la Libye réclamait la convocation d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour discuter de cette opération d'évacuation, qu'elle qualifie « d'acte de piraterie ». L'agence ajoute que l'intervention de la Croix-Rouge internationale et des organisations de défense des droits de la personne était souhaitée.

Selon JANA, les Libyens ont été exécutés parce qu'ils refusaient d'embarquer dans les appareils américains.

JANA a ajouté que « les Etats-Unis s'apprentent à transférer 500 autres prisonniers libyens hors de N'Djamena, contre leur volonté et vers une destination inconnue », et ceci « à un moment où des contacts et des mesures sont pris

pour les libérer et leur permettre de rentrer chez eux ».

Après la fuite du président Hissein Habré, une délégation de responsables libyens s'est rendue au Tchad pour tenter d'obtenir de Deby que leur soient remis les membres du commando formé par les Américains.

Deby a confirmé hier qu'il avait refusé d'accéder à cette demande et expliqué aux Libyens que la souveraineté de son pays justifiait cette décision. Le nouveau leader tchadien a déclaré que les membres du commando avaient eu le choix de retourner en Libye ou de partir pour une autre destination.

L'évacuation continue

Pendant ce temps, les Etats-Unis ont continué à évacuer les membres du commando libyen. Selon plusieurs témoins oculaires, un avion cargo C-141 starlifter, s'est posé sur l'aéroport de N'Djamena. Environ 400 des anciens prisonniers libyens sont montés à bord par la porte arrière, selon ces mêmes témoins.

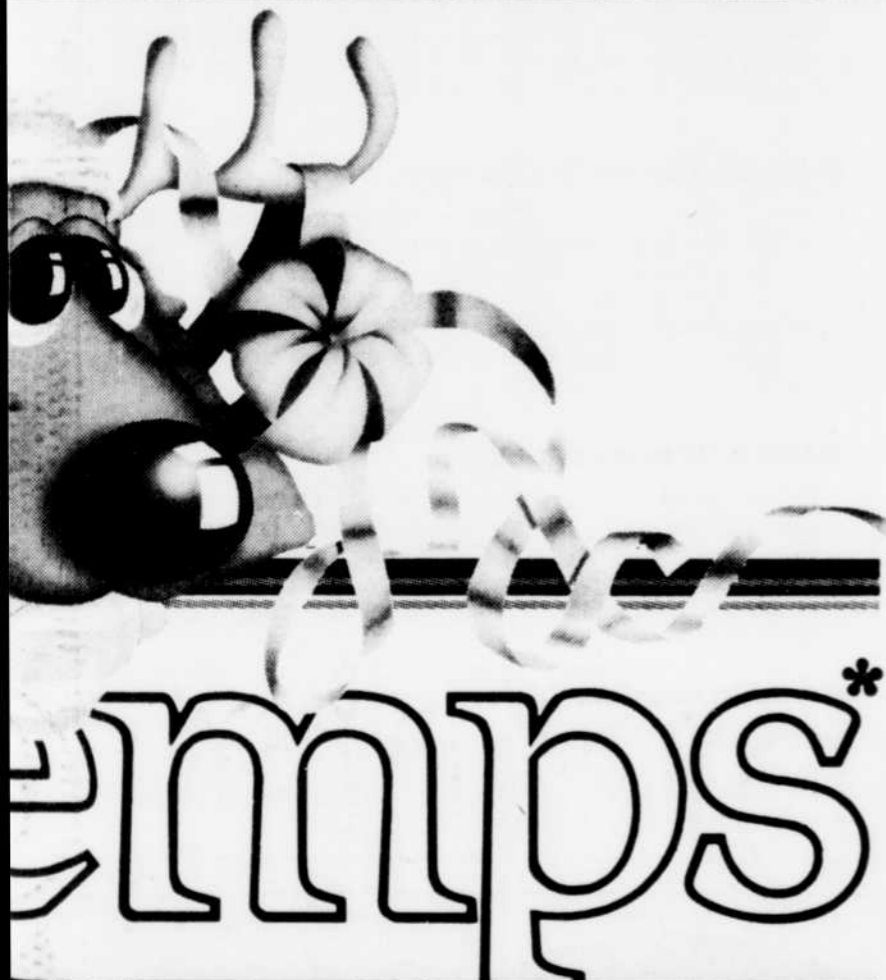
L'avion a redécollé pour une destination inconnue.

Vendredi, un premier C-141 était venu chercher 200 de ces Libyens. L'avion les aurait transportés au Nigeria, mais ce pays ne serait pas leur destination ultime.

Le monde est Stone.

Stoneham

Ma drogue, c'est le ski!



Télécouleur 20 po télécommandé

Modèle Toshiba CX 20209. Câblodélecteur intégré, télécommande, affichage à l'écran. GARANTIE complète de 50 mois à domicile.

499\$



TOSHIBA

Télécouleur stéréo

Modèle Toshiba 21-419. Ecran carré, câblodélecteur, télécommande, affichage à l'écran. GARANTIE de 50 mois, pièces et main-d'œuvre à domicile.

599\$

Canon
999\$

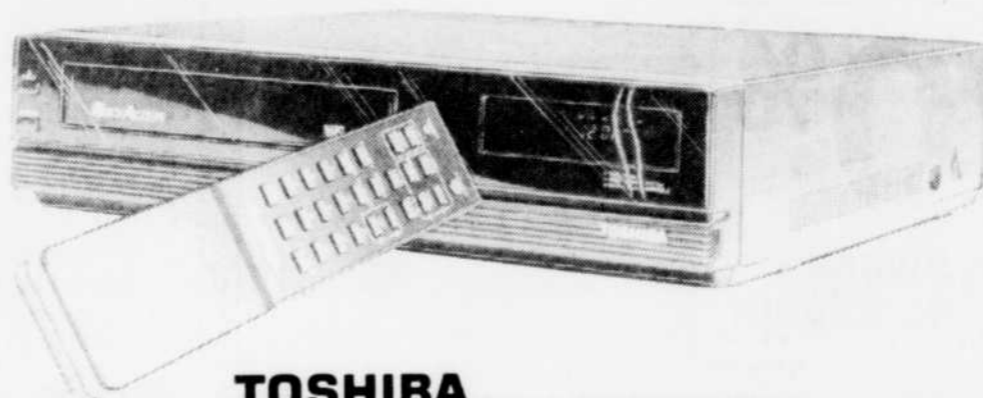
RABAIS DE 300 \$

Caméscope vidéo 8 mm CANON E53, avec télécommande, lentille Zoom motorisée, de grand angle à téléobjectif 8 x et fonction macro, lecture directe sur la télé, opération manuelle ou automatique, affichage date et titre.

* Sous réserve de l'approbation du service du crédit, vous pouvez ne payer que le 21 mars 1991 sans intérêt, ou premier versement le 21 avril 1991. Achat minimum de 300 \$ et léger acompte exigé.

Auf. de la Capitale, sortie P.-Bertrand, 840, Bouvier **627-0840**
2, rue Saint-Jean, angle Salaberry **524-8431**

desol



TOSHIBA

Magnétoscope VHS HQ

Télécommande à accès direct, câblo-compatible 181 canaux, recherche et mémoire de canal, 8 programmes sur 1 an, modèle Toshiba M221.

399\$



Mini-chaîne stéréo

Modèle Toshiba SL 3147. Récepteur digital AM/FM stéréo, lecteur de cassette double à lecture continue et transfert rapide, ampli-correcteur graphique 5 bandes, tourne-disque et enceintes acoustiques.

299\$



Un problème de plomberie écourte la mission de la navette

HOUSTON, Texas (Reuter, AFP) - Une défaillance du circuit de vidange des eaux survenu hier à bord de la navette Columbia pourrait écourter de 48 heures sa mission astronomique et fixer son retour à ce soir en Californie, a annoncé la NASA.

L'agence spatiale américaine a tenu à préciser que la sécurité des sept membres d'équipage n'était nullement en danger.

Hier soir, les dirigeants de la NASA s'apprétaient à décider si le retour de la navette, prévu pour mardi, aurait lieu lundi ou ce soir.

C'est le conduit d'évacuation, qui permet de purger toutes les 24 heures les eaux usées de la navette, qui est bouché.

Les responsables du vol à Houston continuaient samedi de s'efforcer de le déboucher mais sauf réparation miraculeuse la 38e mission d'une navette ne durera que huit ou neuf jours au lieu des 10 prévus.

L'accumulation des eaux usées, légèrement supérieure à un litre par heure, ne permettra pas à l'équipage de demeurer dans l'espace au delà de la journée de lundi, malgré l'utilisation par les astronautes de poches individuelles pour recueillir l'urine et de plusieurs réservoirs de secours en plastique.

Les équipes d'astronomes et d'astrophysiciens réunis au centre de contrôle du Spacelab à Huntsville (Alabama) continuent cependant de récolter une moisson de données scientifiques d'une valeur incalculable sur les formations stellaires, les étoiles binaires, les trous noirs et les galaxies.

La défaillance du circuit de vidange a obligé les savants à reprogrammer leur calendrier d'observations en se concentrant sur les cibles célestes les plus exceptionnelles. L'équipage de Columbia n'a pas réussi à observer hier la sonde Galileo qui a frôlé la Terre en route pour Jupiter qu'elle atteindra en décembre 1995.

AVIS

En raison d'un approvisionnement limité, les articles suivants annoncés dans la circulaire "Solde Déjà Noël" pourraient ne pas être offerts dans tous nos magasins.

- | N° DE CAT. | ARTICLE |
|------------|---|
| 446-419 | Ensemble robot et mélangeur |
| 681-587 | Ensemble Turtle Sewer |
| 644-583 | Chaîne stéréo AM-FM à 2 platines |
| 669-614 | Télé couleur portable de 10 po |
| 701-078 | Cartouche vocale pour la fenêtre d'apprentissage - anglais |
| 701-094 | Cartouche vocale pour la fenêtre d'apprentissage - français |
| 735-142 | Baignoire de rêve Barbie |
| 735-167 | Divan-lit / chaise longue Barbie |
- Nous nous excusons des inconvénients que cette situation peut vous causer.

UNION DES CONSOMMATEURS

Xamille Têtu

de Place Laurier 653-4081

2700, boul. Laurier, Sainte-Foy G1V 1L8

PHILEAS

NINA RICCI

Nouvelle ligne complète de produits pour hommes, lotion après-rasage, savon, eau de toilette, etc.

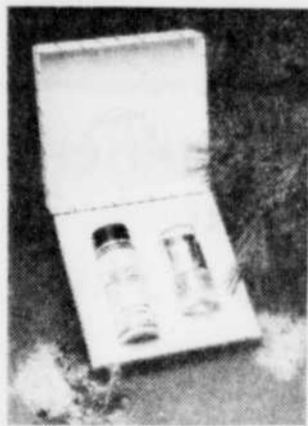
Ces produits sont aussi en vente à notre nouveau salon de chaussures L'Aviature au 1424, Maguire.



Cadeau avec achat de 35\$ et plus

Les Parfums MOLYNEUX PARIS

célèbrent Noël...



Pour vos soirées de fête...

QUARTZ

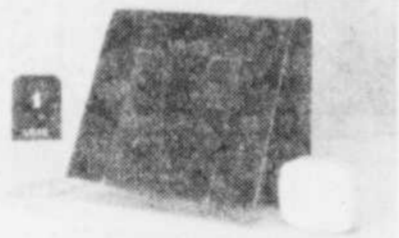
vous offre raffinement, élégance et beauté avec un magnifique coffret contenant Eau de parfum vapo 50 ml Lait pour le corps 200 ml

pour seulement 45 \$ (une valeur de 60 \$)

CAPTAIN Molyneux

Une fragrance inédite, élégante, sophistiquée et persistante

Eau de toilette vapo 125 ml 40 \$
Lotion après-rasage 125 ml 27 \$



VIVRE

Profitez de notre offre de Noël: un coffret contenant

Eau de toilette vapo 30 ml
Savon parfumé 100 g
pour 35 \$ (une valeur de 41 \$)

Rabais 20%

sur Chantilly, Alyssa
Ashley Musk, M. Houbigant



LUNETTES DE LECTURE
EN VENTE À NOTRE
PHARMACIE

20%

de rabais
avec ce
coupon

Produit servant à l'entretien
des verres de contact

20%

à l'achat du 2e
produit identique
sauf si en spécial
de rabais



Tous les produits hypoallergènes

MARCELLÉ

20%

de rabais
avec ce
coupon

CONDOMS TROJAN-ENZ

Réguliers, format de 12

4.99

Autre promotion sur les parfums

Pour dames

POISON, CABOCHARD

et pour hommes

AZZARO, EAU SAUVAGE ET PHILEAS

Bain moussant
ALGUE MARIN

900 ml
Valeur 36,79 \$
pour

28.99



Toutes les saveurs
format 390 g

5.99

avec ce coupon
LIMITE 3 PAR CLIENT



Tous les produits
EN UN CLIN D'OEIL

-20%

avec ce coupon
sauf si déjà en spécial



EN UN CLIN D'OEIL
SOLUTION

désinfectante

3.49

neutralisante

4.49

avec ce coupon



MAGNETO-THERAPEUTIC DEVICE
DISPOSITIF MAGNETO-THERAPEUTIQUE
ELEKIBAN
磁力治療器
L'ANTIDOULEUR PAR
EXCELLENCE

Boîte
de 10

8.99

ou 2 boîtes
pour

16.99

avec ce coupon

OUVERT LES DIMANCHES JUSQU'AU 23 DÉCEMBRE INCLUSIVEMENT DE 11 H À 17 H

Tous ces spéciaux sont en vigueur jusqu'au 24 décembre ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

La Lituanie agite la menace d'une résistance armée contre Moscou

WASHINGTON (AFP) - Le président lituanien Vytautas Landsbergis, qui sera reçu demain à Washington par le président George Bush, a brandi la menace d'une résistance armée contre le pouvoir central de Moscou, dans une entrevue qui sera publiée demain par le magazine américain US News and World Report.

estime ne pas être tenu par la constitution soviétique et son mécanisme compliqué conduisant à la sortie d'une république de l'URSS.

« Cet hiver sera décisif et difficile. Après tout nous faisons face maintenant à des menaces concrètes de la part du président Gorbatchev », a déclaré M. Landsbergis, avant de quitter Vilnius.

« Nous considérerons toute tentative de faire appliquer les décrets anti-baltiques de Gorbatchev comme une attaque par un pays voisin. Mais ce ne sera pas comme en 1940, lorsque nous avons été occupés. Nous avons le droit de nous défendre nous-mêmes. La résistance armée est possible », a averti Landsbergis.

Le président Gorbatchev a appelé les républiques baltes à organiser des référendums sur la ques-

tion de l'indépendance, une proposition qui a été rejetée par les responsables locaux qui ont

« Nous ne pensons pas que l'Union Soviétique souhaite de réelles négociations avec la Lituanie », a estimé Landsbergis.

En Bref

■ Élections en Colombie

BOGOTA (d'après AFP) — Les Colombiens éliront aujourd'hui les 70 membres de l'Assemblée nationale constituante qui sera chargée de réformer la constitution actuelle qui date de 1886. Pour la première fois, les électeurs pourront choisir entre trois options : en plus des deux partis traditionnels, le Parti libéral et le Parti conservateur, le mouvement politique M-19, issu de la guérilla, a ses candidats. Avant la dissolution du Parlement, le Parti libéral était au pouvoir et les conservateurs constituaient la principale formation de l'opposition.

■ Grave attentat en Espagne

SABADELL, Espagne (AFP) — Six policiers ont été tués et plus d'une dizaine de personnes blessées dans un attentat à la voiture piégée hier à Sabadell, en Catalogne. L'explosion s'est produite au passage d'un convoi de la police nationale, qui devait assurer l'ordre lors d'un match de football.

■ Avec une grenade

PORT-AU-PRINCE (AFP) — L'attentat qui a fait sept morts et 52 blessés mercredi à Pétionville, banlieue sud de Port-au-Prince, a été commis avec une grenade à fragmentation, a annoncé la police dans la capitale haïtienne. Le communiqué ajoute que des coups de revolver auraient été tirés lors de l'attentat. L'attentat s'était produit à l'issue d'une assemblée électorale.

■ Accusation du Der Spiegel

BONN (AFP) — Lothar de Maizière, premier ministre de la RDA jusqu'à l'unification allemande, a collaboré pendant huit ans, à partir de 1981, avec la Stasi, l'ex-police secrète est-allemande, sous le nom de code de Czerny, selon l'hebdomadaire Der Spiegel à paraître demain. Des documents dans les archives à la Stasi ont confirmé que ce nom de code désignait de Maizière, ajoute Der Spiegel.

■ Les territoires paralysés

JÉRUSALEM (AFP) — Les territoires de Cisjordanie et de Gaza étaient paralysés hier par une grève générale lancée par les organisations nationalistes palestiniennes ainsi que par les couvre-feux imposés par l'armée israélienne, à l'occasion du 3e anniversaire de l'intifada, le soulèvement palestinien.

■ Départ des Géorgiens

MOSCOU (AFP) — Le Parti communiste de Géorgie a décidé hier de quitter le Parti communiste d'Union soviétique, faisant de la souveraineté et de l'indépendance de la Géorgie son nouveau programme d'action, a annoncé l'agence TASS.

4 JOURS

ACHAT SPÉCIAL

de la compagnie Ford

50 TOPAZ "L"

4 portes 1990

— CLIMATISEUR —

10 995 \$

* transport en sus 540 \$ rabais Ford inclus 750 \$

Automobiles
ROBERGE

1040, boul. Pierre-Bertrand, Vanier 687-5544

La Pologne élira le moindre de deux maux: Lech Walesa

VARSOVIE (CP, AFP) — Au second tour de la première élection présidentielle au suffrage universel, les Polonais devraient choisir aujourd'hui le moindre de deux maux : Lech Walesa.

Les sondages indiquent tous que le chef de Solidarité va infliger une cuisante défaite à l'homme d'affaires canado-polonais Stanislaw Tyminski.

Après le premier tour, qui a vu le premier ministre Tadeusz Mazowiecki subir un humiliant échec en devant se contenter du troisième rang, les milieux intellectuels et les militants de la première heure de Solidarité qui, généralement, appuyaient Mazowiecki, ont décidé de voter pour Walesa. Ce dernier n'avait pas eu leur soutien au premier tour, car on lui reprochait son absence de programme clair pour relancer l'économie stagnante et son autoritarisme quasi dictatorial.

« Je vais voter pour Walesa », a déclaré l'auteur Jerzy Menel. « Ça me rend amer, mais je sais que c'est la meilleure chose à faire pour la Pologne. »

Adam Michnik, un dirigeant de Solidarité qui a rompu avec Walesa, cet été, lui reprochant son ambition de devenir président à tout prix, parlait pour plusieurs de ses collègues quand il a écrit récemment un article, publié par la Gazeta Wyborcza, dans lequel il dit : « Une victoire de Walesa représente un risque élevé pour la Pologne, mais une victoire de Tyminski amènerait sans l'ombre d'un doute une dégradation épouvantable de la situation ».

La puissante Église catholique

torale, les véritables débats politiques ont été remplacés par des promesses faciles et des insinuations douteuses ou de mauvais goût.

Le président de Solidarité a ainsi mené une campagne très active, fondée sur sa légende. Il a été critiqué pour ne pas avoir présenté de programme. Il s'est limité à dire qu'il laisserait au futur gouvernement le soin d'élaborer une plate-forme. « C'est à vous, affirmait-il aussi à ses électeurs, de dire ce que vous voulez, car je suis là pour apprendre. »

Les bureaux de vote seront ouverts de 7 à 21 h et les résultats devraient être connus dès le début de la soirée, grâce à une entente de la télévision nationale avec une firme spécialisée allemande.

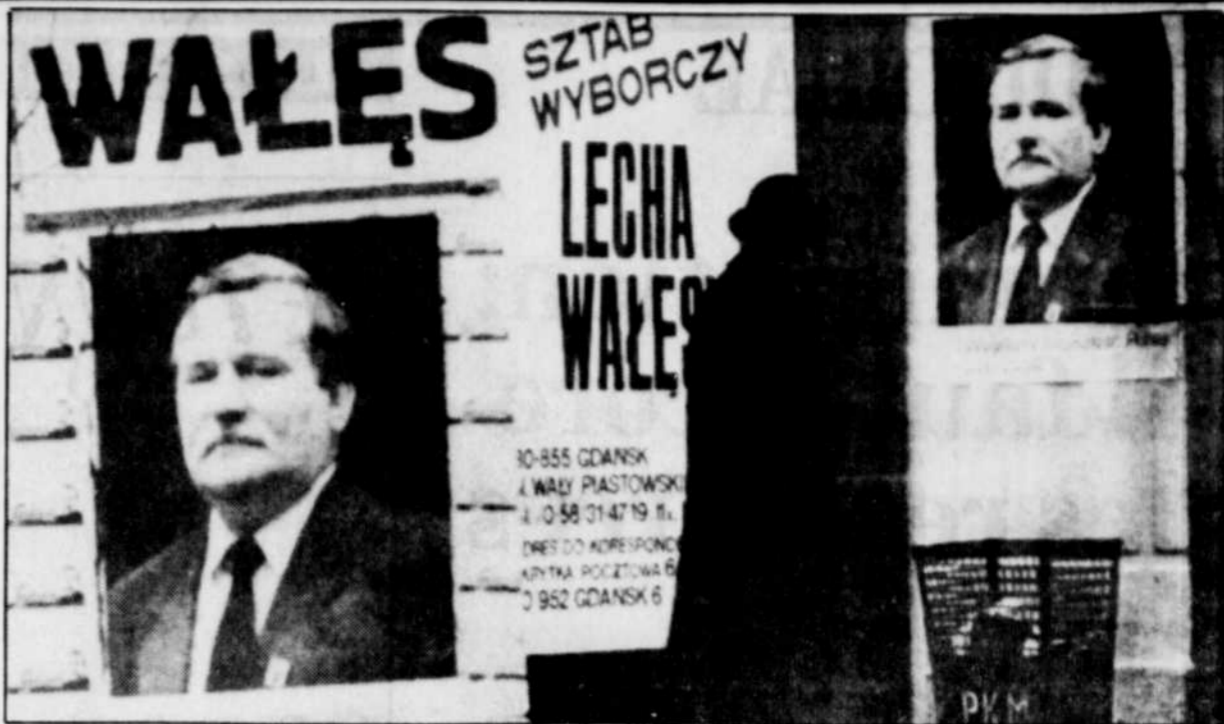
La passation des pouvoirs entre le président élu et le général Wojciech Jaruzelski, 67 ans, devrait avoir lieu entre une et trois semaines après l'élection.

polonaise est intervenue dans la campagne électorale. Vendredi, le primat de l'Église, le cardinal Josef Glemp, a déclaré clairement que le bien de la nation exigeait que la population vote pour Walesa.

Ce choix, entre le millionnaire de 42 ans et l'ancien chef syndical de 47 ans, sera fait aujourd'hui par 27 millions d'électeurs. On s'attend que six Polonais sur 10 se rendent aux urnes.

Alors que des sondages, avant le premier tour, accordaient jusqu'à 30 % des intentions de vote à Tyminski et qu'il a obtenu 23 % des voix au premier tour, tout indique que l'homme d'affaires de l'Ontario devra se contenter de moins de 20 % des votes au second.

Au cours de la campagne élec-



À Gdansk, château fort de Walesa, les affiches en faveur de son élection ne manquent pas.

LIQUIDATION D'INVENTAIRE 33 1/3% à 50% de rabais sur toute la marchandise

• Toute vente finale • Aucune mise de côté • Non applicable sur les ventes antérieures

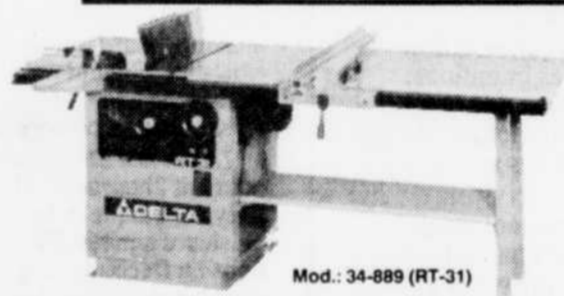
Ouverture jusqu'à 21 heures, du lundi au vendredi;
Samedi: de 9 h 30 à 17 h;
Dimanche: de 10 h à 16 h.



LE PETIT
chaperon
rouge
INC

605, boul. Charest Est, centre-ville - 523-7345
2 heures de stationnement gratuit, voisin du magasin

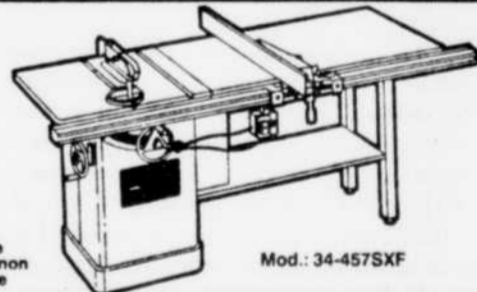
PROMOTION SPÉCIALE AVANT INVENTAIRE



DELTA
SCIE 10" POUR MÉLAMINE AVEC INCISEUR
• Capacité: — refente: 52" à droite de la lame
— épaisseur: 4-1/8" lame 12"
• Moteur de 3 CV / 220 V. monophasé
• Guide de refente UNIFENCE inclus
• Vitesse: — lame principale: 4 000 RPM
— lame incisive: 8 600 RPM
3 229\$*
* Tables en aggloméré non-incluses

DELTA UNISAW

Caractéristiques:
• Diamètre arbre: 1/2 po
• Diamètre lame: 10 po
• Capacités:
Épaisseur maxi à scier: 3-1/2 po
Largeur maxi de refente à droite: 25 po
Largeur maxi de refente à droite avec glissières extra longues (accessoire): 50 po
Dimensions hors-tout avec rallonges et glissières:
Profondeur: 35-3/4 po
Largeur: 45-3/4 po
Hauteur: 36-3/4 po
• Vitesse: avec moteur 3 450 tr/min.: 4 000 tr/min.
1 749\$* * Taxe fédérale non incluse



EQUIPEMENT ALTRA ENR

ACHAT ET VENTE DE MACHINERIE À BOIS NEUVÉ ET USAGÉE
845, AV. NOTRE-DAME, CHARLESBOURG (QUÉBEC) G2N 1P6. TÉL. (418) 849-6966

NATURALIZER GALERIES DE LA CAPITALE

Collection de
chaussures
toilette et sport

Noir, taupe, marine, etc.

Un seul prix

54.95\$

Bottes
hiver
toilette et
sport

Noir, blanc cassé,
marine, etc.

25%

de rabais

(Bottes sport Pajar et Contoura: 10% de rabais)

SALON DE CHAUSSURES
NATURALIZER
GALERIES DE LA CAPITALE 627-3894

CLAYEUX • ABSORBA • PETIT BATEAU • KIDDIZ • 2X2

Vente 1^{er} Anniversaire chez Kafka
au 3^e étage de Place Laurier (près de la Baie)

jusqu'à
50%
DE RABAIS
sur tous les vêtements
automne-hiver 90. Bas
et sous-vêtements ex-
clus de cette vente

Boutique
KAFKA
vêtements
pour enfants
PLACE LAURIER
651-7589

De la naissance jusqu'à 20 ans

ABSORBA • PETIT BATEAU • KIDDIZ • 2X2 • ESPRIT • MEXX • NEW MAN • POLO

**COMMENT
DIEU NOUS PARLE**
Le mercredi 12 décembre, 20 h
ECKANKAR®
CENTRE DE QUÉBEC
1368, chemin Ste-Foy, # 2
681-8501
(message enregistré)

SUPER VENTE
SURPLUS DE MANUFACTURIERS, SURPLUS DE STOCK

**OUVERT EXCEPTIONNELLEMENT
DIMANCHE, DE 10 h À 17 h**

ACHÉTEZ DÈS MAINTENANT ET ÉCONOMISEZ

CALÈCHE SUPRÊME
4 roues pivotantes SUPER DELUXE lavable poignée réversible
159⁸⁸
(Quantité limitée)

MATELAS DE MOUSSE OU À RESSORTS
39 x 74 po
87\$ INFINITE ou REPOS

COUCHETTE
30 x 54 po
147\$

COUCHETTE
30 x 54 po
187\$
(Matelas et accessoires en sus)

FAUTEUIL BERÇANT POUR ENFANT
37⁸⁸

LE TUBULAIRE C'EST NOTRE AFFAIRE
Excellent choix de lits en L et lits gigogne

GRAND CHOIX DE TABLES ET CHAISES POUR ENFANT

TOUJOURS LE N° 1 BIEN IMITÉ, JAMAIS ÉGALÉ

1988 OR 1989 OR 1990 OR

ameublement le petit PRINCE inc.

DURANT CETTE SUPER VENTE, LÉGERS FRAIS DE LIVRAISON, AUCUN PRIX DONNÉ PAR TÉLÉPHONE

PLUSIEURS AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN
Plus de 50 modèles d'ameublements différents en montre
Aucun prix donné par téléphone

245, 71e Rue Est CHARLESBOURG (près de Henri-Bourassa) 628-3583

Le plus grand choix de meubles et accessoires pour enfant et adolescent

ÉDITORIAL

Immigration:
il faut encore
les ressources

En octobre dernier, la ministre fédérale de l'Emploi et de l'Immigration, Mme Barbara McDougall, déposait son plan quinquennal d'immigration et fixait à 250 000 l'objectif d'arrivants à accueillir en 1995.

Le Québec vient d'annoncer à son tour ses couleurs par un énoncé de politique soumis par la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Monique Gagnon-Tremblay.

D'ici 1995, le Québec voudrait doubler le nombre des immigrants qui s'installent sur son territoire. (En 1989, ils ont été 33 602). Dans le contexte québécois, prévoir où l'on s'en va est primordial; le document déposé à l'Assemblée nationale est donc un pas dans la bonne direction. Suivra, en février, une consultation générale par la Commission de la culture et un plan d'action sera ensuite établi.

Aucune immigration n'est exclue par les projets gouvernementaux, mais on sait maintenant que le candidat indépendant et éduqué, doté de compétences professionnelles polyvalentes, entreprenant et intéressé à investir au Québec et qui connaît le français recevra une attention spéciale.

Bien sûr, on continuera à favoriser les retrouvailles familiales et recevra encore de ces « damnés de la terre » à la recherche d'un asile pour recommencer leur vie. Mais les priorités n'iront pas nécessairement dans ces directions.

En 1989, parmi nos immigrants la moitié ne connaissait ni le français ni l'anglais. Si un peu plus de 16 % disaient ne parler que le français et 12 %, l'anglais et le français, 22 % étaient unilingues anglais. Cela impose à notre société déjà minoritaire dans le grand tout de l'Amérique anglophone, certaines précautions et des programmes dynamiques de francisation.

Les immigrants débarquent à Montréal et s'y installent majoritairement, ce qui exige une concentration des efforts d'accueil et d'intégration dans cette région.

L'énoncé de politique reconnaît les risques de déséquilibre qui en résultent, au sein de notre société, mais souligne qu'il dépend de chaque région d'attirer, puis de retenir les étrangers prêts à tenter l'aventure hors des grands centres. La qualité de l'accueil se mesure par les initiatives en matière d'intégration et de bonnes relations interculturelles, le travail et les écoles.

Le ministère avance quelques idées de concertation qui ne sont malheureusement que de bonnes intentions: soutien à des projets pilotes, aux organismes des communautés culturelles déjà implantées, promotion de possibilités en agriculture et développement des services d'aide à l'insertion au marché du travail.

Mais le document ministériel réaffirme au moins une chose: le Québec est une société francophone et tout doit être entrepris pour que les nouveaux arrivants s'y intègrent harmonieusement. Il faut donc qu'à l'étranger, le message soit clair et précis sur nos attentes culturelles. La même honnêteté doit aussi caractériser l'information transmise par nos représentants, sur les perspectives économiques, l'emploi et la formation.

Parallèlement, ici, des efforts spéciaux s'imposeraient auprès de certaines corporations professionnelles parfois peu accueillantes envers les collègues étrangers.

Mais ce n'est qu'en favorisant l'accès de tous les immigrants à des services adéquats de francisation que le Québec maximisera les retombées de son immigration. Énoncés politiques et grands principes ne suffisent pas: il faut une volonté traduite par l'allocation des ressources nécessaires.

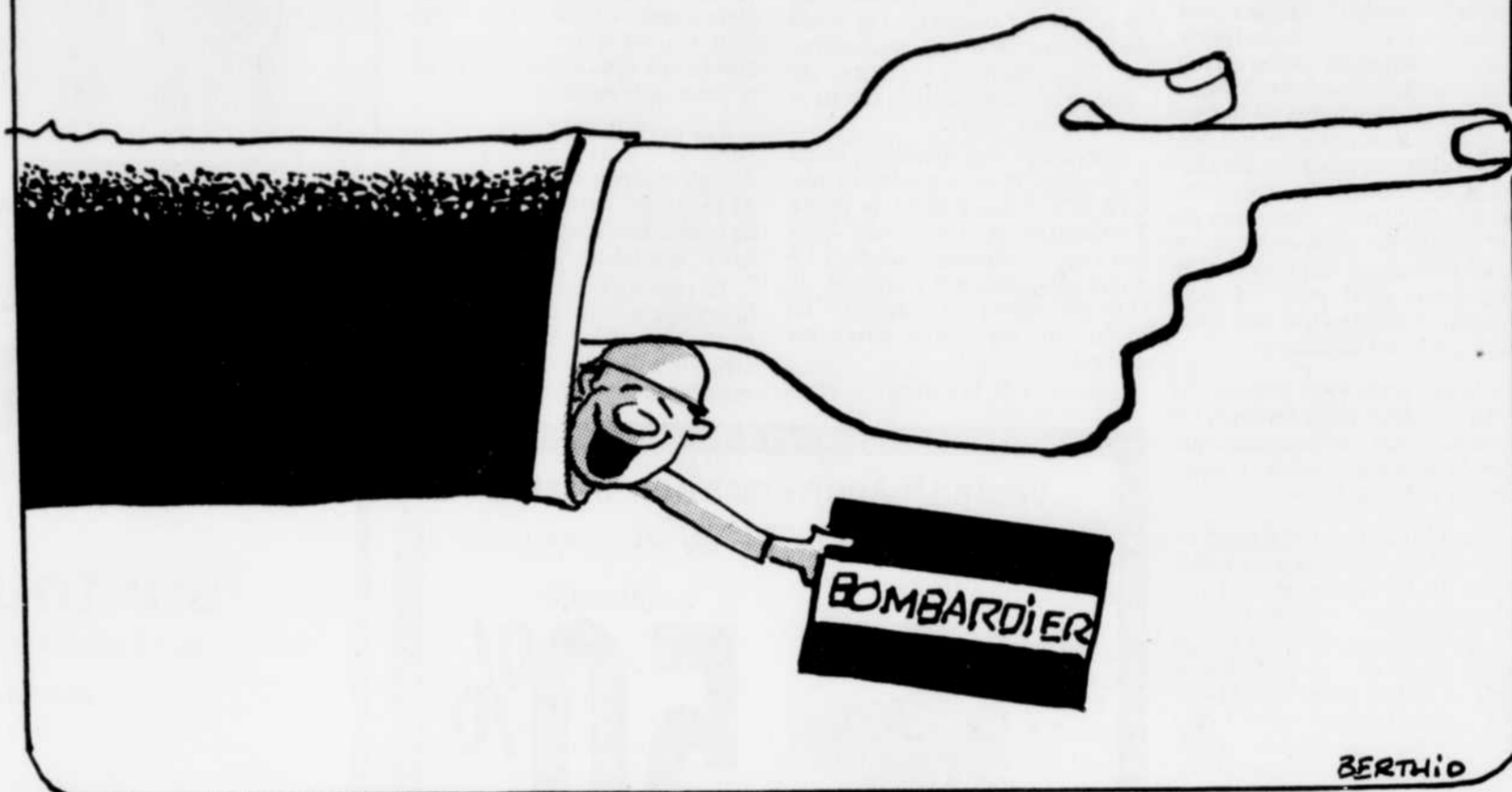
Sinon, les risques de racisme et d'intolérance issus de la peur de *minorisation* et de l'ignorance deviendront un danger réel pour tous.

MARTINE R.-CORRIVAUULT

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
DENIS ANGERS

LE TUNNEL SOUS LA MANCHE



BERTHO

Notes de Lecture

Pour tout savoir sur les États-Unis

par
Raymond
GIROUX

Tout savoir sur les États-Unis, ou presque! Objectif illusoire, peut-être. Mais il existe maintenant un ouvrage qui touche à tout et qui, mieux encore, comprend tout.

L'État des États-Unis poursuit l'heureuse tradition encyclopédique lancée il y a plusieurs années déjà aux éditions La Découverte et qui se poursuit notamment par la publication toute récente de **L'État du Monde 1991** ★★.

Autant ce dernier ouvrage se révèle un outil de travail essentiel pour quiconque veut comprendre l'actualité internationale, surtout en cette période de bouleversements en Europe orientale et au Moyen-Orient, autant le premier se présente comme un tableau d'égalité pour appréhender une Amérique devenue soudain, on s'en rend maintenant compte, la première grande puissance internationale.

La formule est maintenant bien rodée, le modèle établi et

reconnu. Surtout, le grand public y retrouve année après année des thèmes nouveaux, traités de manière originale. En fait, il faut conserver ses **État du Monde** bien précieusement!

Le bilan américain rassemble une gamme d'experts en tous genres, qui allient tous une connaissance approfondie du dossier qui leur a été confié à un art de la vulgarisation qui rend le volume accessible au grand public.

Les 200 articles se répartissent en six grands thèmes: le contexte géo-historique, la vie quotidienne, la culture, l'état et la société, l'économie et le travail, et finalement l'Amérique dans le monde.

Les responsables, Annie Lennkh et Marie-France Toinet, ont bien dosé leur brochette de collaborateurs. Au sommet, le lecteur retrouvera les politologues Theodore Lowi, de l'université Cornell, Stanley Hoffmann, de Harvard, ou Ezra Suleiman, de Princeton, quelques-uns de leurs collègues français comme Armand Mattelart, Elise Marienstras ou Claude Fohlen, et québécois comme Jacques Lévesque ou George Matthews.

L'approche est certes sympathique pour les Américains, mais ne dénote aucune complaisance. La dizaine de

pages sur les mythes fondateurs rassemblent tout ce qu'il faut savoir pour comprendre la mentalité américaine: empreinte religieuse exceptionnelle, qui transparait dans les débats politiques nationaux et internationaux (se rappeler Ronald Reagan et l'empire du mal), gloire de la réussite individuelle, priorité du droit sur la politique.

La rubrique sur le nouvel homme américain s'achève ainsi sur des nuances: « Il a pris un coup de vieux. Il a fini par comprendre que ses forces ont des limites. Mais toujours bon pied, bon oeil... »

L'État des États-Unis accepte les débats, et notamment celui sur la culture. Il ne défend pas de thèse particulière, ne soutient aucun combat. Un auteur se demande si la culture de masse n'a pas asphyxié l'imagination américaine, la privant de sa capacité d'innover.

Un autre réplique que la fonction intellectuelle se porte bien, malgré une sorte de complexe d'infériorité qui frappe les universitaires, lorsqu'ils comparent leur prestige à celui de leurs collègues européens.

Parfois, la lecture d'un seul article peut donner une image fautive. La page con-

sacrée à « l'Amérique moyenne », prise isolément, ressasse tous les clichés habituels sur la vie de banlieue et les familles bien-pensantes.

Il faut lire en parallèle les pages qui portent sur la pauvreté, les élites ou l'inégalité des chances pour les minorités raciales, pour saisir un portrait plus global et plus réaliste de la nation.

Le « couple unique » Canada-États-Unis fait l'objet d'un bloc bref mais intéressant. Dans le contexte actuel, le lecteur aurait apprécié également un bloc Mexique-États-Unis et une approche plus élaborée de la politique latino-américaine de Washington.

Les contraintes éditoriales inhérentes à la publication d'un tel ouvrage ont aussi empêché de tenir compte de la guerre du Koweït et de ses répercussions géopolitiques encore imprévisibles. La suite à la prochaine édition!

★ Lennkh, Annie et Marie-France Toinet, directeurs. **L'État des États-Unis**. Paris, Éditions La Découverte, 494 pages.

★★ **L'État du Monde 1991**. Paris/Montréal, Éditions La Découverte/Boréal, 638 pages.

Votre Opinion

Gérez! pardi!

(Lettre à Charles Deblois, député de Beauport-Montmorency)

La TPS et ensuite...

Je m'interroge grandement, par les temps qui courent, sur le réel pouvoir de nos hommes et nos femmes en politique. La démission de votre homonyme provincial, M. Yves Séguin, n'est pas étrangère à ma réflexion.

Notre pays, le Canada (pour combien de temps?) a réussi à accumuler un déficit de plus de 300 milliards \$. Depuis quelques années, on tente à grands renforts de publicité de nous en attribuer la responsabilité, à nous tous citoyens et citoyennes du Canada.

Pour ma part, c'est bien à la seule et unique gestion démesurée de nos dirigeants politiques que je m'en prends.

Lorsque je regarde les multiples revenus de l'État canadien, impôts directs et indirects, taxes à la consommation, taxes sur l'essence (honteuse), les cigarettes et la boisson, les revenus des loteries et bien d'autres, je suis perplexe.

Comment ne peut-on en arriver à éliminer complètement le déficit annuel (30 milliards \$) avec de pareilles entrées d'argent.

On continue de dépenser gras-

sement, sans se soucier de la conjoncture: conférences constitutionnelles, représentations étrangères, protocole, pensions aux ministres, députés et sénateurs. Sénat (inutile), dépenses de toutes sortes.

Pour résoudre le problème, il n'y a qu'une solution: une autre taxe, plus équitable, plus juste, la TPS. Il fallait y penser.

Le peuple est assez intelligent pour comprendre l'urgence de la situation, voyons donc... Combien de temps encore allons-nous continuer à refiler la facture au peuple?

Dans plusieurs pays, les États-Unis notamment, on ne tolérerait pas bien longtemps pareilles injustices. Pourtant nous le faisons nous, citoyens et citoyennes de ce beau pays, comme se plait à le qualifier notre premier ministre.

Je déplore la démission de M. Séguin. Sans doute a-t-il compris la situation d'impuissance dans laquelle il était. Toutefois, nous avons besoin de vous les hommes et les femmes publiques et plus que jamais.

J'ose espérer que vous n'attendrez pas qu'une situation analogue à celle de l'été dernier à Oka se répète, avant de réagir.

Michel Giroux
Beauport

Point de vue

Les Polonais ont voté pour le rêve Tyminski

par Eric-Jan ZUBRZYCKI

Bien que la chronologie des événements que décrit madame Jagoda Lagowska est exacte, je ne puis appuyer ses conclusions. Le gouvernement Mazowiecki n'a certainement pas fait preuve d'immaturation.

C'est ce gouvernement qui, avec un grand courage, a permis à la Pologne de changer un système social et économique en moins d'un an. A ce jour, seule la RDA a réussi à en faire autant, mais seulement grâce à la réunification. La Pologne ne peut compter sur de puissants voisins et, semble-t-il, encore moins sur l'aide de pays riches.

En moins d'un an, le gouvernement Mazowiecki, a rendu convertible le zloty, monnaie nationale, et a permis une économie de marché qui a rempli les tablettes de magasins. Bref, il a sorti la Pologne du Moyen-Âge.

Cela s'est fait au prix d'une inflation qui a dépassé les 1000% mais qui, cependant, a été stabilisée à 3 ou 4% par mois. Les Polonais ont terriblement souffert du programme

économique de Mazowiecki, mais la liberté a un coût qu'il faut payer. Ils étaient prêts à le payer jusqu'au moment où M. Walesa est sorti de l'ombre.

La journée où M. Walesa a offert à M. Mazowiecki le poste de premier ministre, il a avalé une pilule empoisonnée. Pouvait-il prévoir que l'Europe de l'Est tomberait et que ce faisant Mazowiecki occuperait toute l'arène politique en Pologne? Il n'avait certes pas prévu cette tournure des événements qui ferait de lui un joueur mineur de l'échiquier politique.

Encore pire, en donnant les clefs du pouvoir à Mazowiecki, Walesa rompait sans le savoir une alliance entre l'intelligentsia et les ouvriers. On revenait ainsi aux vieilles divisions de classe qui ont déchiré la Pologne si longtemps.

La belle alliance que Solidarité a réussi à créer, a été détruite.

Il n'est pas vraiment étonnant dans ce contexte que les Polonais aient exprimé leur mécontentement en ne votant pas ou en votant pour M. Tyminski.

Cette abstention peut signifier

rien des choses, mais ne serait-ce pas là avant tout le symbole du refus de se prononcer envers l'un ou l'autre de deux héros nationaux? C'est notre opinion.

Quant à M. Tyminski, personnage sorti tout droit de Dynasty dont la diffusion a débuté cet été en Pologne, le vote qu'il a reçu traduit le profond désespoir d'une certaine jeunesse qui l'a appuyé massivement.

Pour ces jeunes, la situation est désespérée et ils aimeraient bien croire que cet homme d'affaires a le pouvoir de délier les goussets canadiens à défaut de faire mieux. Le Canada pour les Polonais signifie El Dorado et qui mieux que Tyminski peut laisser croire que l'or va couler à flots après son élection.

En votant pour Tyminski, les Polonais ont voté pour du rêve.

Il ne s'agit donc pas d'immaturation politique de la part de la population polonaise, bien que la démocratie ne s'apprenne pas en un jour de l'aveu de tous. Il ne s'agit pas non plus d'immaturation de la part du gouvernement Mazowiecki qui a fait ce qu'il a pu compte tenu de la situation économique catastrophique.

S'il y a eu immaturité, c'est de la part de Walesa qui a réagi comme un enfant à qui on retire un jouet. C'est lui avant tout autre qui a provoqué cette crise. Son ego ne pouvait souffrir qu'on ne lui donne pas la présidence immédiatement.

Que les Polonais aient refusé de jouer à ce jeu, ce n'est pas étonnant. Ce n'est pas étonnant non plus qu'une jeunesse désespérée vote pour du rêve, pour de l'espoir. Même l'insuccès de Mazowiecki ne peut étonner. Après tout, comment voter pour quelqu'un qui a abaissé le niveau de vie de la population à ce point, même si tous admettent que c'est la voie à suivre pour le bien de la Pologne.

Le succès du tribun Walesa, lui, est étonnant. Cependant, après la rupture de l'alliance intelligentsia-ouvrier, pour qui le peuple pouvait-il voter? Seul Walesa parle leur langage et comprend leurs problèmes. Walesa a sorti le diable de la boîte, espérons qu'il réussira à la lui faire réintégrer, pour le bien de la Pologne.

M. Eric-Jan Zubrzycki est étudiant en Science politique à l'université Laval.

GROS PLAN SUR LE MONDE

Haiti: une armée sous surveillance

Les Haïtiens finiront-ils par voter librement pour vrai ? Ils n'ont pas eu ce privilège depuis 1804. Dimanche prochain, ils doivent élire un président de la République et un Parlement. Tout semble compromis par un attentat qui a fait sept morts et une soixantaine de blessés, mercredi, à Pétiou-Ville, dans la banlieue sud de Port-au-Prince, la capitale haïtienne.



par René BEAUDIN

« Le père Aristide est l'homme à abattre ou en tout cas à déstabiliser », explique Renaud Bernardin, observateur averti de la politique haïtienne. Le père Aristide est ce prêtre qui brigue la présidence de la République. C'est à l'issue d'une de ses assemblées qu'a eu lieu le massacre de mercredi.

M. Bernardin est économiste de formation. Il habite Port-au-Prince où il travaille comme chercheur pour le compte de l'Église haïtienne.

« L'élection de dimanche prochain sera un plébiscite en faveur du père Aristide », dit-il, dans une entrevue au SOLEIL. Des « sondages crédibles » lui donnent 57 % des votes.

Veut-on une fois de plus empêcher la tenue de cette élection, comme en 1987 ? « Ce n'est pas clair », note Renaud Bernardin.

La tragédie de mercredi rappelle en effet ce « dimanche noir » du 29 novembre 1987, quand 34 personnes ont été assassinées un peu partout à Port-au-Prince pour terroriser les électeurs. L'élection a d'ailleurs du être annulée peu après l'ouverture des bureaux de scrutin.

Il y a quand même des différences.

Une violence tardive

La violence surgit beaucoup plus tardivement qu'en 1987. Il y a trois ans, au moins un candidat avait été assassiné au nez et à la barbe des militaires et des policiers, peut-être même avec leur complicité. Aujourd'hui, l'armée fournit une protection rapprochée aux candidats. « Elle prend son boulot au sérieux », souligne Renaud Bernardin. « Mais elle ne peut protéger les électeurs et les partisans. »

Il sera plus difficile de faire annuler les élections, ne serait-ce que parce que l'armée n'est pas

avec l'Église catholique la seule institution vraiment nationale du pays.

« Mais aujourd'hui elle échappe à tout contrôle », commente Renaud Bernardin. « Il n'y a pas eu de reprise en main. L'état-major ne parvient pas à se faire obéir de tous les soldats ou officiers. » La rumeur associe le « secteur macoute » de l'armée au massacre de mercredi. « Mais cela reste à prouver », dit Renaud Bernardin.

« La chaîne de commandement est brisée quelque part probablement au niveau du grade de colonel, c'est-à-dire au niveau des commandants de garnison et des départements militaires », rappelle Renaud Bernardin. Elle est fragmentée en fiefs personnels en conflit les uns contre les autres, comme ce fut le cas lors des deux derniers coups d'État.

Depuis le départ d'Avril, on cherche à faire de l'armée une armée plus professionnelle, moins tentée par la politique et le pou-

voir. La tâche est difficile. Renaud Bernardin estime que la résistance vient principalement des officiers supérieurs. Avril a changé beaucoup de choses pour « assa-gir » la base qui l'avait porté au pouvoir un peu malgré lui et qui risquait de le lâcher. « Il a surtout recruté dans les milieux ruraux moins instruits et plus dociles et silencieux, mais aussi peut-être plus sensibles au « charisme » du père Aristide.

M. Bernardin exclut le coup d'État d'ici dimanche. « L'armée est sous haute surveillance ! », dit-il. Mais après ?

Une fois ce gouvernement élu que fera-t-il ? Sera-t-il en mesure de prêter serment le 7 février prochain, cinq ans jour pour jour après la chute de la dictature ? Combien de temps tiendra-t-il le coup ? Renaud Bernardin mise sur la mobilisation populaire : « Si par malheur on devait avoir une autre période de gouvernements éphémères, le pays deviendra invivable ».



Le père Aristide, à gauche, cet « agneau propitiatoire » qui fait courir les foules haïtiennes et à qui il faut couper l'herbe sous le pied.

Un pays encore à la croisée des chemins

PORT-AU-PRINCE — C'est un mélange d'indignation et de détermination qui suivent ici le sanglant attentat de Pétiou-Ville, à l'issue du meeting électoral du père Jean-Bertrand Aristide, candidat favori aux élections présidentielles du 16 décembre.

par RACHÈLE MAGLOIRE
collaboration spéciale

Le gouvernement a annoncé la fermeture des écoles, les rues sont désertées dès 10 h le soir. La tension monte.

Au lendemain de l'attentat, le Conseil électoral provisoire (CEP) entend bien mener à terme l'élection d'un président, de 27 sénateurs et de 83 députés. Il affirme qu'il aurait pu être évité si les militaires avaient su contrôler les forces paramilitaires déjà impliquées dans le massacre de 1987.

Le CEP avait le premier dénoncé la présence à Haiti du général Williams Regala, un des instigateurs de 1987. Le retour de Regala était suivi de peu par celui de Roger Lafontant, ex-ministre de l'Intérieur et chef de la milice sous Jean-Claude Duvalier. Il est accusé d'être un des artisans de ce nouvel acte de terrorisme. Aristide ainsi que plusieurs autres hommes politiques réclament son arrestation.

Vingt-quatre heures avant le coup sanglant, Lafontant se prononçait d'ailleurs publiquement contre le CEP et le père Aristide. Et appuyait la requête contre le processus électoral déposée par Leslie Manigat. Elu frauduleusement en 1988, celui-ci était renversé quatre mois plus tard par un coup d'État militaire. Revendiquant jusqu'à son retour, en octobre dernier, son titre de président constitutionnel, Manigat a été exclu de la course.

Manigat a fait appel à la plus haute cour de justice pour déclarer illégale l'institution électorale et, toute la semaine, des rumeurs ont fait état d'une éventuelle décision en sa faveur.

Phénomène Aristide

L'inscription massive de la population a porté les duvaliéristes à s'opposer à Jean-Bertrand Aristide qui attire partout de grande foules.

Avant l'attentat de Pétiou-Ville, le prêtre-candidat avait sévèrement dénoncé les manoeuvres juridiques de blocage du processus électoral. « Roger Lafontant, si vous faites un coup d'État, vous aurez à faire face à six millions d'Haïtiens décidés à ne pas retourner sous un règne macoute », lançait-il.

C'est aujourd'hui de l'armée qu'on attend un geste montrant sa volonté de prendre des mesures

concrètes contre les terroristes. « Nous n'avons rien à reprocher aux militaires sur le plan technique », affirmait jeudi Jean-Robert Sabalot, président du CEP. « Ce qui compte maintenant ce sont les décisions politiques. » Soldats et policiers sont en effet très présents dans toutes les activités entourant les élections.

La popularité d'Aristide s'explique notamment par ses prises de position anti-macoutes. Un vote massif en sa faveur exprimerait la volonté nationale d'une rupture avec les hommes symbolisant la dictature duvaliériste.

Face à cette expression claire de l'anti-macoutisme, on retrouve le discours modéré de Marc Bazin. Surnommé le candidat des Américains, il a eu à faire face à de sérieuses difficultés au cours

de ses dernières tournées électorales. Chahuté à plusieurs reprises, il présente l'image d'un homme accepté par tous les milieux. « Le pays a besoin d'un président qui ne fait pas peur à la bourgeoisie, à l'armée, à la hiérarchie catholique », a-t-il lancé. « Choisissez entre l'enfer et le paradis. »

L'attentat de jeudi contre des citoyens pour la plupart des jeunes de moins de 30 ans risque de raffermir le sentiment anti-macoute. « Il est temps d'en finir avec eux », entend-on de plus en plus dans la rue.

Duvaliéristes prudents

Aujourd'hui, les duvaliéristes sont prudents. Ils n'ont plus de soutien ouvert et entier de l'armée et des Américains. Ils continuent cependant de jouir d'une impunité totale, qui explique la suspicion qu'éprouve une grande partie de la population sur la volonté réelle des Forces armées d'entrer dans le jeu démocratique.

Consentant de la nécessaire collaboration de l'institution militaire, Jean-Bertrand Aristide a joué une partie de sa campagne sur des appels à l'unité entre la frange saine de l'armée et la population. Il a par ailleurs multiplié les rencontres avec les associations patronales, dans le but de changer l'image de prêtre radical que lui ont valu ses prises de position pour une justice contre les macoutes, de même que la mise sur pied d'une politique en faveur des millions d'Haïtiens croupissant dans des conditions abjectes d'existence. Se gardant de faire des promesses, celui que la population surnomme « Titid », promet justice et transparence, sous son gouvernement.

C'est donc bien à une nouvelle croisée des chemins que se trouve le pays à la veille d'une élection qui ne cesse de révéler des surprises.

Rachèle Magloire est journaliste à la télévision de Port-au-Prince.



Gil COURTEMANCHE
Écrivain

L'inférieure logique de la crise dans le Golfe

Plus nous nous rapprochons de la date du 15 janvier, plus la complexité de la crise dans le Golfe persique apparaît dans toute son ampleur. De part et d'autre, s'installe un mystérieux double langage qui est celui du couple guerre-diplomatie. Quand la guerre parle, on se demande si elle n'est que chantage ou fatalité, quand la paix se pointe le nez, on soupèse tentant de départager le mensonge de l'espoir fondé.

Nous avons eu le droit à la semaine du bâton, puis à celle de la carotte. À Washington, l'unanimité bi-partisane qui donnait tout son poids menaçant à la rhétorique de George Bush, s'est effondrée, minée par les témoignages de militaires et de politiciens qu'on classait dans le camp des faucons. Pendant que le secrétaire d'État jurait devant le Sénat que les sanctions ne suffiraient pas à faire plier Saddam Hussein, le directeur de la Central Intelligence Agency déclarait que celles-ci affaibliraient sérieusement la capacité militaire de l'Irak dans un délai de trois à neuf mois.

Ce n'est pas l'unité des vues qui caractérise la capitale américaine. Devant cette valse hésitation, Saddam Hussein modifie les règles du jeu. Il libère tous les otages. Ne reste donc plus que le problème du Koweït qui n'existerait pas si ce n'était du pétrole. La Chine a envahi le Tibet et les Nations unies n'ont même pas interdit les ventes de baguettes au régime de Beijing.

Dans ce jeu de parchési qui pourrait être meurtrier, apparaissent aussi des évidences qui modifient les règles normales. Ce sont, qu'on le veuille ou non, les Américains qui veulent en découbrer à tout prix avec l'Irak. Et parce que ce sont les Américains, il était inévitable que le sort de son principal allié dans la région, Israël, soit relié d'une façon ou d'une autre au déroulement de la crise.

Depuis l'adoption par l'ONU des premières résolutions condamnant l'invasion du Koweït et décrétant des sanctions, on a présenté la crise comme un affrontement entre la communauté internationale avide de faire respecter le droit et un bandit de grand chemin. La quarantaine de pays présents dans le Golfe en est une preuve indiscutable.

Pourtant, ce n'est pas sans raison que Saddam Hussein ne s'adresse jamais aux Nations unies, il parle à Washington. Ce n'est pas Perez de Cuellar, représentant de la communauté internationale, qui se rendra négocier à Bagdad, c'est James Baker. Ce sont les États-Unis qui mènent le jeu contre le bandit de grand chemin et, jusqu'ici, à tort ou à raison, les autres pays avalisent. Même le discours a changé : ce ne sont plus les forces internationales qui vont déclencher la guerre le 15 janvier, ce sont les États-Unis, interprétant la résolution des Nations unies.

La question palestinienne

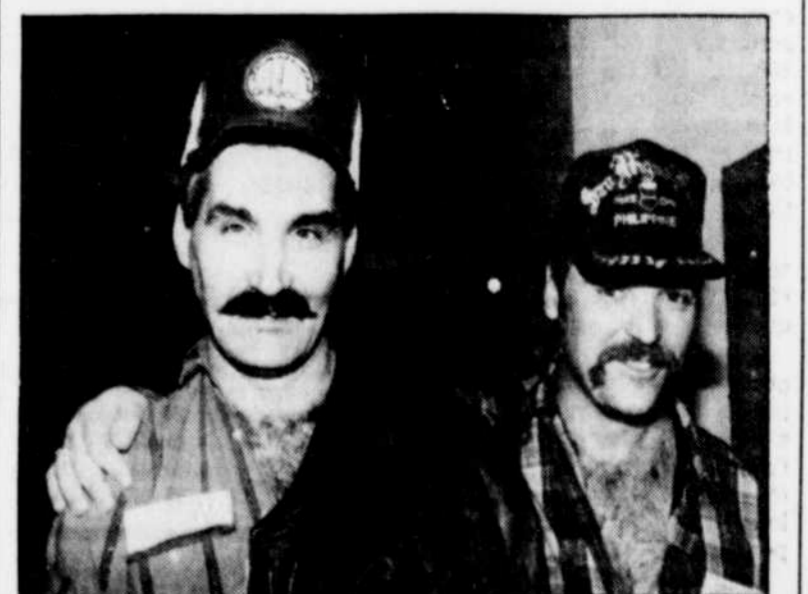
L'autre évidence, qu'on a tenté de nier durant plusieurs mois, c'est l'inévitable lien avec la question palestinienne. En théorie, rien ne justifie que la crise du Golfe et le problème palestinien soient reliés. Mais en pratique, on ne peut demander aux pays arabes de condamner l'occupation du Koweït par l'Irak, sans réclamer dans un même souffle que l'ONU dénonce avec vigueur l'occupation illégale de la Cisjordanie et de Gaza. Après tout, plus de mille Palestiniens sont morts depuis le début de l'Intifada, il y a trois ans. C'est un bilan qui semble aussi lourd que celui du Koweït.

Au moment où j'écris ces lignes, le Conseil de sécurité des Nations unies se penche sur une résolution demandant à l'ONU d'étudier le traitement des Palestiniens des territoires occupés et d'envisager la possibilité de convoquer une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient. Les Israéliens, on s'en doute, s'opposent féroce à cette résolution et eux, qui, depuis quatre mois, tentaient de se faire oublier, commencent à élever la voix. Ce qu'ils disaient privement, ils le clament maintenant tout haut : « Il ne faut pas faire la paix avec Saddam Hussein, il faut le faire sauter ».

La semaine dernière, trois politiciens importants ont exprimé leurs craintes. Une déclaration de Ariel Sharon résume bien leur pensée : « Pour Israël, pour la région et pour le monde, il aurait été préférable que les États-Unis ne se soient pas impliqués dans le Golfe, si la solution à la crise implique que Saddam Hussein reste au pouvoir ». Depuis quelques semaines, de nombreux militaires israéliens se sont aussi prononcés sous le couvert de l'anonymat. Pour eux, et c'est une opinion de plus en plus répandue dans le pays, la plus dangereuse de toutes les solutions à la crise est une solution politique.

Il est de plus en plus évident que les Américains ont très peu pensé à Israël quand il se sont lancés dans l'aventure du Golfe et encore moins quand ils ont accepté d'entamer le dialogue avec Saddam Hussein. La question que pose Israël est obsédante : « Qu'arrivera-t-il quand les Américains et leurs alliés auront quitté si les missiles et les armes chimiques de Saddam Hussein n'ont pas été détruits ou si son régime n'a pas été remplacé ? ».

C'est une interrogation lancinante et angoissante, par ce qu'elle suggère une seule réponse ou presque : il serait trop tard pour la paix négociée, la seule paix durable serait celle acquise par une défaite totale de Bagdad. Comme si en envahissant le Koweït, Saddam Hussein nous avait installés dans une logique infernale qui a ses propres réponses et que nous ne pouvons pas influencer.



Tom Wolf et Bob McKen sont deux otages canadiens récemment libérés par Saddam Hussein. Ils furent détenus sur des emplacements stratégiques en Irak.



Des centaines de personnes se sont rassemblées, jeudi, à la morgue de Port-au-Prince pour identifier les cadavres.

3763 112\$

Centraide vous dit
merci!



Centraide
Québec

MERCI: à tous les généreux donateurs qui ont contribué au succès de la campagne de souscription 1990.
MERCI: à tous les groupes d'employé(e)s des entreprises et institutions suivantes qui, par leur remarquable contribution, nous ont permis d'atteindre notre objectif et de recueillir 299 480 \$ de plus qu'en 1989.

SCEAU D'OR

Décerné aux groupes d'employé(e)s • 85% participation et plus • 40\$ don moyen et plus

- | | | | | |
|---|---|--|---|--|
| <p>a) Catégorie: moins de 500 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 5e PELOTON DE POLICE MILITAIRE ■ 5e RÉGIMENT D'ARTILLERIE LÉGÈRE DU CANADA ■ 711e ESCADRON DES COMMUNICATIONS ■ A & W: Charlesbourg Neuchâtel ■ ACEF DE QUÉBEC ■ ABITIBI-PRICE, BUREAU REGIONAL DE QUÉBEC ■ AGRICULTURE CANADA: Développement agricole Inspection vétérinaire ■ AUBUT, CHABOT & ASSOCIÉS ■ BANQUE HONGKONG DU CANADA ■ BANQUE NATIONALE DU CANADA: 498, 3e Avenue 4000, du Jardin, Orsainville Lac-Échemin 343, l'Ornière, Loretteville 161, des Chênes Ouest Service du Trésor, Québec 10516, boul. Ste-Anne, Ste-Anne-de-Beaupré 801, St-Louis, Québec 105, boul. Benoit-XV, Québec 911, St-Cyrille, Québec 215, 1re Avenue, Portneuf 1366, St-Jacques, L'Ancienne-Lorette Bureau régional de Québec Centre administratif, Charlesbourg Prêts commerciaux, Sainte-Foy Bureau régional, Lévis Prêts commerciaux, Québec, centre des affaires bancaires Division administrative, gestion réseau Service international, Québec St-Agapit Bureau régional, Sainte-Foy | <ul style="list-style-type: none"> ■ BEAUVAIS, TRUCHON & ASSOCIÉS ■ BÉLANGER, GIRARD, LAVOIE, MOONEY ■ BUREAU DES CADETS DE LA RÉGION DE QUÉBEC (FMC) ■ CLSC ARTHUR-CAUX ■ CENTRAIDE QUÉBEC, les employés ■ CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE QUÉBEC INC. ■ CENTRE DE RECHERCHES POUR LA DÉFENSE VALCARTIER (MDN) ■ COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC ■ COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA, linguistique ■ COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA ■ COMMISSION SCOLAIRE ANCIENNE-LORETTE Centre administratif ■ COMMISSION SCOLAIRE DU GOUFFRE École Dominique-Savio ■ COMMISSION SCOLAIRE LAURE-CONAN École F.-A.-Savard ■ COMMISSION SCOLAIRE LES DÉCOUVREURS Centre administratif ■ COMMISSION SCOLAIRE LOUIS-FRÉCHETTE Centre éducatif St-Charles École l'Arc-en-ciel ■ COMMISSION SCOLAIRE MONTCALM École Dominique-Savio | <ul style="list-style-type: none"> ■ COMMISSION SCOLAIRE PORTNEUF Centre administratif ■ COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC ■ DÉPÔT RÉGIONAL DE MATÉRIEL MÉDICAL ■ DÉTACHEMENT DU PROJET DE FRÉGATE DE PATROUILLE CANADIENNE ■ DROLET SANIFORME INC. ■ ÉCOLE DE COMBAT DU ROYAL 22e RÉGIMENT ■ ÉNERGIE MINES ET RESSOURCES ■ ENVIRONNEMENT CANADA ■ ÉQUIPE DES REPRÉSENTANT(E)S DÉLÉGUÉ(E)S DE CENTRAIDE QUÉBEC ■ FIDUCIE DESJARDINS ■ FORÊTS CANADA ■ INDUSTRIE SCIENCE ET TECHNOLOGIE CANADA ■ INSTITUT NATIONAL D'OPTIQUE ■ INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ■ J.R. OUMET INC. ■ JACQUES G. PARENT & ASSOCIÉS INC. ■ JOLI-COEUR, LACASSE, SIMARD, NORMAND & ASSOCIÉS ■ LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE: 2, parc Samuel-Holland Place Ste-Foy ■ LA BANQUE ROYALE DU CANADA ■ LA CAISSE POPULAIRE DE L'AUGERNE | <ul style="list-style-type: none"> ■ LA CAISSE POPULAIRE DE N.-D. DE GRÂCE ■ LA CAISSE POPULAIRE DE ST-SACREMENT ■ LA CAISSE POPULAIRE DU ST-ESPRI ■ LA CAISSE POPULAIRE STADACONA ■ LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE, St-David ■ LA SOCIÉTÉ CONSEIL MERCER LIMITEE ■ LALIBERTÉ, LANÇÔT, COOPERS & LYBRAND ■ LALLIER AUTOMOBILE INC., Sainte-Foy ■ LE SOLEIL ■ LOCATION DESJARDINS ■ M L H + A INC. ■ MOISSON QUÉBEC ■ MUSEE DE LA CIVILISATION ■ PÊCHES ET OCÉANS CANADA ■ PETRO-CANADA ■ PETRO-CANADA, St-David ■ PLURAM ■ POISSANT, THIBAUT, PEAT, MARWICK, THORNE ■ PROTECTEUR DU CITOYEN ■ QUARTIER GÉNÉRAL - DIVISION DE LA RÉSERVE NAVALE ■ RÉGIE DES ASSURANCES AGRICOLES ■ REVENU CANADA - ACCISE ■ ROYAL TRUST ■ SECRÉTARIAT D'ÉTAT | <ul style="list-style-type: none"> ■ SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT ■ SOCIÉTÉ DE CRÉDIT AGRICOLE DU CANADA ■ SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS ■ SOMESCO INC. ■ SOQUIP ■ TRANSPORT CLERMONT INC. ■ TRAVAIL CANADA ■ TRUST PRÊT ET REVENU ■ ULTRAMAR CANADA INC. ■ UNITÉ DES ENQUÊTES SPÉCIALES - SECTION QUÉBEC ■ VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ■ XÉROX CANADA INC. <p>b) Catégorie: 500 à 999 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ ASSURANCE-VIE DESJARDINS ■ CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU QUÉBEC ■ FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS DE QUÉBEC <p>c) Catégorie: 1 000 employé(e)s et plus</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION |
|---|---|--|---|--|

SCEAU D'ARGENT

Décerné aux groupes d'employé(e)s • 75% participation et plus • 35\$ don moyen et plus

- | | | | | |
|---|--|--|--|--|
| <p>a) Catégorie: moins de 500 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 5e RÉGIMENT DU GÉNIE DE COMBAT ■ 203e DÉTACHEMENT DES SERVICES TECHNIQUES DES FC ■ AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS ■ AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD ■ AGRICULTURE CANADA: Station de recherche ■ APPROVISIONNEMENT ET SERVICES CANADA ET VERIFICATION ■ BANQUE NATIONALE DU CANADA: Prêts commerciaux, Québec, direction des affaires bancaires 853, St-Jean, Québec 71, St-Pierre, Québec Division administrative 1510, 18e Rue, Québec Prêts commerciaux, Beauce 1199, St-Jean, Québec 4040, boul. Ste-Anne, Beaufort Bureau régional, Beauce St-Anselme ■ BLOUIN, POTVIN & ASSOCIÉS ■ CABLES REYNOLDS ■ CANDELLE DIVISION DAISY FRESH INC. | <ul style="list-style-type: none"> ■ CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC ■ CENTRE INFORMATIQUE ENTRE CIMENT ST-LAURENT INC. ■ COMMISSION D'APPEL EN MATIÈRE DE LÉSIONS PROFESSIONNELLES ■ COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC ■ COMMISSION SCOLAIRE ANCIENNE-LORETTE École l'Éminence ■ COMMISSION SCOLAIRE LAURE-CONAN École des Deux Cantons ■ COMMISSION SCOLAIRE LES DÉCOUVREURS Centre d'éducation aux adultes Centre Jeunesse de Tilly École Bonne Entente École Filteau École l'Archevêque École les Bocages École les Sources École Marguerite-d'Youville École Ste-Genève Écoles Marguerite-Bourgeois et de la Salle Service éducatif St-Vincent School | <ul style="list-style-type: none"> ■ COMMISSION SCOLAIRE LOUIS-FRÉCHETTE Centre administratif ■ COMMISSION SCOLAIRE MONTCALM École Notre-Dame ■ COMMISSION SCOLAIRE NOUVELLE BEAUCE Centre administratif ■ CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE ■ CONSEIL DU TRÉSOR ■ CONSOMMATION ET CORPORATION ■ DONOHUE INC., Bureau régional ■ DUFOR CHEVROLET OLDSMOBILE ■ ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE de L'Ange-Gardien de St-Albert-le-Grand de St-Augustin ■ GAZ MÉTROPOLITAIN INC. ■ GROUPE D.M.R. INC. ■ LES CAISSES POPULAIRES de L'Ange-Gardien de St-Albert-le-Grand de St-Émile de St-Gervais de St-Joseph de Québec de St-Rodrigue de Petite-Rivière-St-François St-Narcisse-Neubois | <ul style="list-style-type: none"> ■ LA LAURENTIENNE, MUTUELLE D'ASSURANCE ■ LA MUSIQUE DU ROYAL 22e RÉGIMENT ■ LA PRUDENTIELLE, COMPAGNIE D'ASSURANCE ■ LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE, Charlesbourg ■ LABERGE, LAFLEUR, C.A. ■ LAMOUREUX LÉGARE, C.A. ■ LES EMBOUTILLEURS BONEL L.TÉE ■ LES GRANDS FRÈRES ET GRANDES SOEURS DE QUÉBEC INC. ■ LES PÉTROLES ESSO CANADA ■ LÈVESQUE, BEAUBIEN, GEOFFRION INC. ■ MONTCALM AUTOMOBILES INC. ■ MOTOROLA CANADA LIMITEE ■ N C R CANADA LTD ■ OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC ■ OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE ■ RÉGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS | <ul style="list-style-type: none"> ■ RESTAURANT MARIE-ANTOINETTE, Ste-Anne-de-Beaupré ■ REVENU CANADA - IMPÔT ■ SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC ■ SOCIÉTÉ DE GESTION D'ASSURANCE CONTINENTALE ■ SOCIÉTÉ PARC-AUTOS DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN ■ TOURISME ■ TRAVAUX PUBLICS CANADA ■ TREMBLAY, BOIS, MIGNAULT, DUPÉRRY & LEMAY <p>b) Catégorie: 500 à 999 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE ■ L'INDUSTRIELLE-ALLIANCE, COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE ■ SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC <p>c) Catégorie: 2 000 employé(e)s et plus</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC |
|---|--|--|--|--|

SCEAU DE BRONZE

Décerné aux groupes d'employé(e)s • 60% participation et plus • 25\$ don moyen et plus

- | | | | | |
|---|--|---|--|---|
| <p>a) Catégorie: moins de 500 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 12e RÉGIMENT BLINDÉ DU CANADA, arrière-garde ■ A & F BAILLARGEON EXPRESS, Canada ■ A & W: Place Fleur de Lys Place Québec ■ ALLSTATE DU CANADA ■ BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE ■ BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ■ BANQUE NATIONALE DU CANADA: Ste-Marie-de-Beauce 2535, boul. Laurier 1100, Chaudière, Cap-Rouge Laurier-Station Division administrative, crédit réseau 4790, St-Félix, St-Augustin Division administrative, section ressources humaines 190, St-Cyrille Est, Québec Prêts commerciaux, Charlesbourg Service d'inspection 3440, Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy Service traitement chèques 1754, St-Calixte, Plessisville Division administrative, équipe de remplacement 1385, chemin Ste-Foy, Québec 230, Proulx, Vanier 8, St-Joseph, Québec 2750, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy St-Augustin 1134, chemin St-Louis 2790, boul. Laurier, Sainte-Foy 380, boul. Charest Est, Québec 1200, av. Germain-des-Prés, Sainte-Foy 8500, Henri-Bourassa, Charlesbourg 699, St-Vallier Ouest, Québec 145, côte du Passage, Lévis St-Jean-Chrysostome 635, av. Royale, Beaufort 950, av. Myrand, Sainte-Foy ■ BULL, H.N. INFORMATION LTÉE ■ BUREAU DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS DU CANADA ■ CLSC: Charlevoix La Guadeloupe ■ CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY ■ CANADIEN NATIONAL ■ CANADIEN PACIFIC, EXPRESS ET TRANSPORT ■ CARON, BÉLANGER, ERNST & YOUNG | <ul style="list-style-type: none"> ■ CENTRE CADIC ■ CENTRES D'ACCUEIL: Habitation Grande-Allée Jeunesse de Tilly Louis-Hébert ■ CENTRE HOSPITALIER N.-D.-DU-CHÊMIN ■ CENTRE HOSPITALIER ST-JEAN-ÉDUCÉS INC. ■ CERATEC INC. ■ CHOQUETTE, CORRIVEAU, GRENIER ■ CLARKSON TETRAULT McARTHUR TETRAULT ■ COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL ■ COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC ■ COMMISSION SCOLAIRE DES CHUTES DE LA CHAUDIÈRE ■ COMMISSION SCOLAIRE DU GOUFFRE Centre administratif ■ COMMISSION SCOLAIRE LAURE-CONAN École de l'Arc-en-ciel ■ COMMISSION SCOLAIRE LES DÉCOUVREURS École l'Éscale École St-Exupéry École St-Louis-de-France École St-Michel École St-Thomas-d'Arquin École St-Yves Service aux adultes Service des ressources financières Service informatique ■ COMMISSION SCOLAIRE LOTBINIÈRE Centre administratif École Duchesne Laberge la Palaise École Paul-VI ■ COMMISSION SCOLAIRE MGR-VACHON Centre administratif École St-Joseph ■ COMMISSION SCOLAIRE MONTCALM École Maason École Ste-Monique ■ COMMISSION SCOLAIRE ST-JOSEPH: Centre administratif École l'Enfant-Jésus ■ COMMUNICATION CANADA ■ CONSULTANTS FORESTIERS DGR INC. ■ DÉTACHEMENT DE LA 15e UNITÉ DENTAIRE | <ul style="list-style-type: none"> ■ DONAT FLAMAND INC. ■ DUPUIS, PARIZEAU, TREMBLAY INC. ■ ÉQUIPEMENTS RECRÉATIFS LA JAMBETTE ■ F.X. DROLET INC. ■ FAIRWEATHER PLACE FLEUR DE LYS ■ FLYNN, RIVARD & ASSOCIÉS ■ FOYER BONNE ENTENTE DE ST-APOLLINAIRE ■ FOYER DE ST-SYLVESTRE INC. ■ FOYER NOTRE-DAME-DE-LOURDES ■ GENDARMERIE ROYALE DU CANADA ■ GENERAL MOTORS DU CANADA LIMITEE ■ GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE DU CANADA, St-Augustin ■ GÉNI-CONSTRUCTION GESCO INC. ■ GESPRO INFORMATIQUE ■ HÔPITAL DES FORCES CANADIENNES VALCARTIER ■ HÔTEL DES GOUVERNEURS, CENTRE-VILLE ■ HÔTEL LOEWS LE CONCORDE ■ INDUSTRIEL INFORMA INC. ■ INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ■ J. PASCAL INC., meubles ■ LES CAISSES POPULAIRES: d'Orsainville de Beaufort de Bienville de Château-Richer de l'Université Laval de Les Saules de Lévis de Neuchâtel de St-Ephrem de St-Evariste de St-Hilarion de St-Jean, Deschailions de St-Louis-de-France de St-Malo de Ste-Brigitte-de-Laval de Ste-Thérèse de Lisieux de Tilly de Val-Bélair du Sacré-Coeur-de-Jésus Notre-Dame-de-l'Espérance Notre-Dame de Thetford St-Denis du Plateau St-Fidèle St-Gilles St-Pierre-de-Broughton St-Tite-des-Caps Ste-Agathe | <ul style="list-style-type: none"> ■ LA SOCIÉTÉ JUREX INC. ■ LAURENTIENNE GÉNÉRALE, COMPAGNIE D'ASSURANCE ■ LE GROUPE MALLETT ■ LIBRAIRIE GARNEAU QUÉBEC (1982) L.TÉE ■ MARTINEAU, PROVENCHER & ASSOCIÉS ■ MUSEE DU QUÉBEC ■ NATREL ■ OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE ■ OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ■ OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES ■ OFFICE DES SERVICES DE GARDE A L'ENFANCE ■ OFFICE NATIONAL DU FILM ■ PAVILLON BELLEVUE ■ POIRIER, LAPIERRE, MORIN, SIMARD ■ PRICE WATERHOUSE ■ PROGRAMME DE REVITALISATION DES NAVIRES DE LA CLASSE TRIBAL ■ QUÉBEC-TELEPHONE, Ste-Marie ■ RENAUD DUFOUR, C.A. ■ RESTAURANT MARIE-ANTOINETTE: 1re Avenue, Québec Beaufort Charlesbourg Loretteville ■ REVENU CANADA - DOUANES ■ ROCHE LTÉE, GROUPE CONSEIL ■ SAMSON BÉLAIR DELOÏTTE & TOUCHE ■ SÉMINAIRE ST-FRANÇOIS ■ SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA ET SOLICITEUR GÉNÉRAL ■ SERVICES INVESTORS LTÉE ■ SICO INC. ET SES FILIALES ■ SOCIÉTÉ RADIO-CANADA ■ SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES PROVINCIAUX DU QUÉBEC ■ T.J. MOORE DIVISION DE GRAND & TOY ■ TELÉ-UNIVERSITÉ ■ TÉLÉBEC LTÉE ■ TRANSPORTS CANADA, Aéroport ■ TRUST GÉNÉRAL DU CANADA: boul. Hochelaga, Sainte-Foy Lévis | <ul style="list-style-type: none"> ■ TURMEL MAURICE & RICHMOND ■ ULTRAMAR CANADA INC., CENTRE CONFORT AU FOYER ■ UNIVERSITÉ DU QUÉBEC ■ URBATIQUE INC. ■ VILLE DE CAP-ROUGE ■ VILLE DE DONNACONA ■ ZURICH DU CANADA <p>b) Catégorie: 500 à 999 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ AFFAIRES MUNICIPALES ■ APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES ■ CENTRE DE RECHERCHE POUR LA DÉFENSE ■ CENTRE DES SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC ■ DONOHUE INC., Clermont ■ EMPLOI ET IMMIGRATION ■ INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE ■ RÉGIE DES RENTES ■ SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC ■ TRAVAIL <p>c) Catégorie: 1 000 à 1 999 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ AFFAIRES CULTURELLES ■ COMMUNICATIONS ■ ENVIRONNEMENT ■ FINANCES ■ MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ■ RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC ■ TRANSPORTS CANADA GARDE COTIÈRE CANADIENNE <p>d) Catégorie: 2 000 employé(e)s et plus</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ HYDRO-QUÉBEC ■ JUSTICE ■ LOISIR, CHASSE ET PÊCHE ■ MAIN-D'ŒUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE ■ REVENU ■ TRANSPORTS ■ UNIVERSITÉ LAVAL ■ VILLE DE QUÉBEC |
|---|--|---|--|---|

MENTION SPÉCIALE

Décernée aux groupes d'employé(e)s • 25% de plus qu'en 1989 • 5 000\$ et plus

- | | | | |
|--|--|--|---|
| <p>a) Catégorie: moins de 500 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ COMMISSION SCOLAIRE CHUTES MONTMORENCY ■ ÉCOLE DE COMBAT DU ROYAL 22e RÉGIMENT | <p>b) Catégorie: 500 à 999 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON ■ CÉGEP DE LIMOULOU ■ CÉGEP DE STE-FOY | <p>c) Catégorie: 1 000 à 1 999 employé(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ COMMISSION SCOLAIRE CHARLESBOURG ■ COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES ■ ROTHMAN'S BENSON & HEDGES INC. | <p>d) Catégorie: 2 000 employé(e)s et plus</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ CENTRE HOSPITALIER ROBERT GIFFARD ■ MIL DAVIE INC. |
|--|--|--|---|

DONNER À CENTRAIDE

c'est nous aider à agir auprès des plus démunis de notre milieu, c'est se faire solidaire de 12 000 bénévoles de notre région.

N.B. Le présent tableau d'honneur témoigne des données officielles disponibles le 5 décembre 1990.

Gracieuseté

LE SOLEIL

OBJECTIF 1990: 3 750 000 \$

RÉSULTAT 1990: 3 763 112 \$